

Dimitra Bulletin

Bulletin N° 9 – Bruxelles, mars 2004

FEMMES RURALES ET DÉVELOPPEMENT

EDITION SPÉCIALE:

Afrique des Grands Lacs

Amies lectrices, amis lecteurs,

Comme nous vous l'avons déjà annoncé, le projet Dimitra va bientôt démarrer des activités dans les pays des Grands Lacs. C'est pourquoi ce bulletin sera exclusivement consacré à trois pays de la sous-région: la République démocratique du Congo (RDC), le Rwanda et le Burundi. Nous laissons la parole aux organisations de ces pays qui nous ont fait parvenir un article pour faire connaître à tous leurs difficultés ainsi que les stratégies et les solutions qu'elles utilisent pour améliorer les conditions de vie des populations rurales, surtout celles des femmes. Les articles donnent le point de vue personnel des organisations de terrain et nous les publions intégralement. Nous remercions vivement celles et ceux qui ont contribué à cette édition spéciale. Quelques grands thèmes sont abordés: l'amélioration de la participation des femmes à la vie politique, les conséquences des conflits, avec les déplacements de populations, l'insécurité alimentaire, l'impunité et le non-respect des droits humains, les viols et l'avancée du VIH-SIDA. Des exemples de stratégies de survie, développées par les femmes pour leurs familles et leurs communautés, sont également évoqués. Les gouvernements de ces trois pays se sont engagés à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes et de nombreuses initiatives politiques sont prises dans ce sens au niveau institutionnel.

La paix, facteur indispensable de progrès, semble enfin se profiler à l'horizon. Elle offre la possibilité à tous de participer pleinement à la vie politique de leur pays. Avec 48,8% de femmes élues au Parlement en octobre 2003, le Rwanda est désormais le pays qui s'approche le plus de la parité hommes-femmes en politique et il dépasse même la Suède. Avant ces dernières élections, le Parlement rwandais comptait 25,7% de femmes au Parlement. Il sera intéressant de voir comment cette entrée en masse des femmes en politique provoquera un changement au niveau des coutumes et des attentes des femmes. En effet, dans ces trois pays le poids de la tradition constitue souvent un obstacle à la participation pleine et entière des femmes. Les traditions en RDC, au Rwanda ou au Burundi, comme nos rédacteurs le décrivent si bien, ne valorisent pas l'égalité des femmes, quel que soit le secteur de la société. Les femmes, le plus souvent doivent rester dans l'ombre de leur mari.

Le rôle fondamental des femmes au sein de leur communauté doit être reflété par la consécration de l'égalité de leurs droits dans les textes juridiques et dans la pratique quotidienne. La mise en réseau et le partage des informations et expériences dans ce domaine entre les organisations de la société civile des trois pays des Grands Lacs est un phénomène qu'il faut soutenir et développer.

Marcela Villarreal, Chef
Service Parité hommes-femmes et développement, FAO



© Dimitra

République démocratique du Congo: le combat des femmes pour leur représentativité dans les organes de prise de décision

ELISE MUHIMUZI | Secrétaire Exécutive, CONAFED, RDC

Le Comité National Femme et Développement (Conafed) de la République démocratique du Congo est un vaste réseau national d'ONG féminines ou mixtes ayant en partage l'approche genre. La création en 1997 du Conafed a été motivée par le souci de rassembler les efforts des uns et des autres pour les canaliser vers l'objectif commun de l'amélioration de la situation générale de la femme, et à terme, l'émergence d'une société où les devoirs et les droits des hommes et des femmes sont en équilibre.

A ce point de vue, le Conafed passe pour une structure de coordination des activités d'ONG engagées dans la défense des droits des femmes.

Evoluant dans un contexte caractérisé par un ancrage solide des us et coutumes hostiles à l'affranchissement des femmes, le Conafed s'appuie sur une stratégie qui met un accent tout particulier sur le plaidoyer.

Dans cet ordre d'idées, elle exécute des programmes d'action dont les axes principaux sont:

- la vulgarisation de l'approche genre;
- l'analyse genre en fonction du contexte, en vue de déterminer les clichés des rapports de genre, province par province, de faire prendre conscience de l'iniquité que sous-tendent ces rapports et enfin, de susciter des initiatives locales pour le changement qualitatif souhaité;
- la formation des animateurs, spécialement les femmes, en techniques de négociation et de plaidoyer;
- les activités diverses, soit pour décrier la discrimination faite à l'égard de la femme, soit pour consolider les acquis en matière de promotion de la femme.

Dans cet article, nous entendons partager une expérience du Conafed dans la lutte pour la représentation équitable des femmes dans les institutions publiques en République démocratique du Congo.



TABLE DES MATIÈRES

- LA REPRÉSENTATION DES FEMMES AU NIVEAU POLITIQUE**
- 1 République démocratique du Congo: le combat des femmes pour leur représentativité dans les organes de prise de décision
 - 2 La femme rwandaise dans les instances de prise de décision
 - 3 La femme rurale doit connaître ses droits et les défendre de vive voix
- LES CONSÉQUENCES DES CONFLITS**
- 4 Les conséquences de la guerre et leur impact sur la vie des femmes rurales dans les zones de conflits
 - 5 Les déplacements des populations sur le Territoire de Fizi
- LES VIOLS**
- 6 Le viol: un crime contre l'humanité
 - 7 La montée inquiétante du phénomène des viols au Burundi
- LE VIH-SIDA**
- 8 Les femmes luttent contre le VIH-SIDA
- LE GÉNOCIDE**
- 9 Avega - L'association des Veuves du Génocide Agahozo
- LES TRADITIONS CULTURELLES ET L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES EN AFRIQUE**
- 10 La promotion de la parité hommes-femmes au sein des communautés de base par la littérature orale africaine
 - 11 Au bout des lèvres de la femme rurale de Walungu/Sud Kivu: 'Radio Bubusa'
 - 12 La place de la femme dans la société burundaise
 - 12 Une avancée remarquable en moins de deux ans - Projet Appui à la Promotion de l'Égalité des Genres - Burundi
- LES STRATÉGIES DE SURVIE**
- 14 Les implications de la division sexuelle du travail sur la production agricole paysanne: le cas du peuple Yaka dans le territoire de Kasongo Lunda
 - 15 «Les Mamans Bipupula»
- DES INITIATIVES PAR LES FEMMES**
- 16 Echos de la femme rurale en République démocratique du Congo
 - 17 La femme porte le flambeau de la réalisation et de la pérennisation des missions du COPED
 - 18 L'alphabétisation des adultes: un outil au service du développement à la base
 - 19 La promotion de la femme par les TIC
 - 19 Quand le micro-crédit favorise l'harmonie en famille
 - 20 Association Femme et Environnement au Burundi (AFEB)

Un rôle actif dans la prise de décision

Après quatre années de guerre particulièrement meurtrière où se sont affrontés sur le territoire congolais, les armées régulières de 8 pays Africains et 18 groupes armés irréguliers, les congolais se sont engagés dans des négociations politiques qui ont abouti à un accord sur la cessation des hostilités, la restauration de l'Unité territoriale du pays et le partage du pouvoir.

Le Comité National Femme et Développement a joué un rôle très actif dans la préparation de la participation des femmes à ces négociations politiques. Le but visé étant la reconnaissance, par les participants, des atrocités dont a été victime la femme dans le contexte de la guerre, la reconnaissance de la situation peu favorable de celle-ci dans la société congolaise, ainsi que de sa représentation insignifiante dans les organes de prise de décision.

Dans ce cadre, le Conafed a organisé avec l'appui de l'UNIFEM, un atelier national qui a regroupé des femmes venues de toutes les provinces et de toutes les couches socio-professionnelles.

Elles ont, pendant une semaine, confectionné un cahier des charges unique à soumettre à l'examen et à l'approbation des participants aux négociations politiques.

Ce cahier des charges exigeait notamment, que soit repris dans le texte de la constitution, la représentation à 30% au moins, des femmes dans toutes les institutions de la République dont le Gouvernement, le Parlement et les institutions d'appui à la démocratie.

Par la même occasion, les femmes, spécialement leurs déléguées aux négociations politiques, ont été formées aux techniques de


négociations et de plaider par une consultante dépêchée par l'Unifem;

Engagées dans une parfaite union de cœur et d'esprit dans ces négociations, les déléguées des femmes ont su faire accepter le message de leurs mandants, accomplissant ainsi avec brio la mission leur assignée.

Saisir l'occasion

Ainsi, pour ne parler que de la représentation des femmes, on ne peut contester que les institutions publiques de la République Démocratique du Congo ont en leur sein, un nombre plus important de femmes. Sur les 94 délégués de la société civile au Parlement, 32 sont des femmes parmi lesquelles 14 émanent des organisations membres du Conafed.

Il faut faire observer que pour arriver à ce résultat qualitatif, le Conafed a saisi une occasion, celle des négociations politiques devant accoucher des textes appelés à régenter la vie nationale pendant la période dite de transition en République démocratique du Congo.

C'est une expérience que le Conafed entend capitaliser dans le cadre des opportunités à venir afin d'éviter aux femmes d'aller en ordre dispersé dans des forums où elles sont appelées à défendre ou revendiquer leurs droits. 

 **Comité National Femme et Développement (CONAFED)**

27 rue Wizelz,
Commune de Limete – Kinshasa – RDC
Tél: +243 99184 / 1220
conafed@ckt.cd

La femme rwandaise dans les instances de prise de décision

ODETTE KABAYA | Secrétaire Exécutive Nationale du Collectif PRO-FEMMES, Rwanda

Avant la tenue des élections, le Collectif Pro-femmes / Twese Hamwe a organisé des formations dans toutes les provinces, dans le but de renforcer les capacités des femmes en matière de participation citoyenne. Ces sessions de formation avaient pour thème «Les femmes peuvent le faire». Leurs objectifs principaux étaient les suivants:

- renforcer les capacités des femmes candidates potentielles;
- enseigner aux femmes les stratégies et techniques de communication;
- accroître l'assurance des femmes à la prise de conscience et la perception de soi.

Cette formation est venue au moment opportun car elle a coïncidé avec la période des élections au niveau national. Cela s'est confirmé lors de la formulation des attentes par les partici-

tes dans les différentes formations organisées dans toutes les provinces. Ces attentes peuvent se résumer en deux points à savoir:

- être capable de rédiger et de présenter un discours politique avec un programme qui intègre les priorités de la population;
- identifier et échanger sur les défis que rencontrent la femme dans l'exercice des fonctions politiques et proposer des stratégies.

Les femmes participent

Les participantes à la formation dans toutes les provinces du pays étaient des femmes, candidates-potentielles aux élections et aux instances de prise de décision. Les personnes suivantes étaient particulièrement ciblées:

- les représentantes des associations membres de PRO-FEMMES / TWESE HAMWE au niveau de district et des provinces;
- les représentantes des structures organisationnelles des femmes dans les provinces;

- les vices-maires chargées du genre dans les districts des provinces respectives;
- les chargées du genre dans les associations des universités et instituts supérieurs.

Grâce à cette formation, les femmes ont vite compris ce qu'elles devaient faire et ont participé activement au processus électoral qui était en cours. On a enregistré 210 femmes candidates au Parlement et au Sénat, dont 60% avaient bénéficié de la formation. Au niveau du parlement, les femmes ont remporté 48,8% des sièges (plus qu'en Suède) et 30% des sénateurs sont des femmes.

Le Collectif se félicite de l'impact de cette formation. 

 **Collectif PRO-FEMMES / TWESE HAMWE**

BP 2758 Kigali – Rwanda
Tel/Fax: +250 51 11 80/57 84 32
profemme@rwanda1.com

La femme rurale doit connaître ses droits et les défendre de vive voix

BONIFACE BAHIZIRE | Chargé de la communication, SAMWAKI, RDC

Ce titre résume ce qu'il convient de retenir de l'allocution de la présidente de l'association SAMWAKI (Sauti ya Mwanamke Kijijini), une association féminine à pied d'œuvre à Mugogo, territoire de Walungu en République démocratique du Congo. C'était à l'occasion de la célébration de la Journée Mondiale de la Femme Rurale commémorée le 15 octobre de chaque année et dont la cérémonie a eu lieu à Mugogo le 16 octobre 2003 devant un grand public.

Cette cérémonie a vu la participation d'une centaine de femmes et d'hommes venus de tous les coins du territoire et des territoires voisins de Kabare et Kalehe. Des chansons et danses folkloriques étaient bien au rendez-vous. Mais aussi une reproduction théâtrale dans une pièce intitulée «Omuntu n'owabo birhali byasi by'aha chambu». Ce qui veut dire «Un être humain n'a pas le droit de confondre son semblable avec le dépotoir du marché».

A travers cette pièce conçue et jouée par les femmes, la villageoise de Mugogo a trouvé l'occasion de s'exprimer sur sa valeur en tant que personne humaine au même titre que son partenaire – l'homme – avec lequel elle doit collaborer pour assurer le maintien de l'équilibre social au sein du ménage et de la communauté pour un développement harmonieux et concerté. La femme n'a pas mâché ses mots pour condamner avec la dernière énergie cette catégorie d'hommes qui se livrent à l'instrumentalisation de la femme à travers des actes de viols et autres abus. Mais aussi ces femmes et ces filles sans scrupule qui ont perdu tout sens de respect à l'égard de l'homme, qui est pourtant le pilier du ménage.

Fière d'être une femme rurale

Un autre temps fort de la manifestation a été marqué par les différentes oratrices qui se sont succédées au podium pour prononcer leurs discours. D'abord la Présidente de Samwaki, Mme Cécile Mutuga. Après le mot d'accueil aux participants (es), celle-ci a brossé la situation de la femme rurale sur les plans mondial, africain, nationale et local. Selon ses dires, la femme rurale existe partout dans le monde entier. Il faut se sentir fière de l'être. C'est la femme rurale qui, à l'aide de sa houe, son panier et

sa calebasse, supporte la charge de son foyer. C'est aussi grâce à la production de la femme rurale que les grandes agglomérations et les centres urbains sont nourris. Ce n'est donc pas une injure, mais bien un honneur. Quoi de plus humain pour un homme ou une femme que de servir l'humanité? Ici comme ailleurs, a-t-elle poursuivi, la femme rurale est confrontée aux mêmes problèmes, elle est soumise aux mêmes travaux, à la même exploitation professionnelle et sociale, aux mêmes abus. Elle a cependant fustigé une situation particulière de la femme rurale de Walungu qui porte le lourd tribut de la misère créée par la guerre.

Pour étayer ses propos, elle a invité les participants(es) à ne plus lésiner sur les moyens pour **dénoncer à haute voix les viols et violences à grande échelle qu'a subi et continue à subir la femme rurale de Walungu**. Viols les plus ignobles de l'histoire car n'épargnant aucun âge: des enfants de 5 ans aux moribondes de plus de 70 ans. Elle a lancé un appel pathétique à toutes et à tous pour soutenir moralement et matériellement ces filles et femmes victimes de ces traitements sauvages. La Présidente a demandé à ses consœurs d'alerter les femmes paysannes de la RDC, de l'Afrique et du monde entier afin de porter aux instances les plus hautes de la communauté internationale la souffrance, l'humiliation et la désolation de la femme de Walungu afin qu'aide lui soit apportée. Mieux encore, il faut que les coupables de ces actes soient identifiés, traduits en justice et bien châtiés. Ceci pour éviter que de tels actes ne s'enracinent dans la mentalité des hommes en armes comme c'est le cas des militaires du RCD, des Interhamwe et d'autres milices qui pullulent dans la région et qui manifestement semblent mener la guerre contre la femme en lieu et place des cibles militaires.

La femme rurale doit s'exprimer

Abondant dans le même sens, la représentante des groupements féminins de Samwaki, Madame Ernestine Ntamwinja a, quant à elle, dénoncé l'existence d'un marché pour filles et jeunes femmes dans les collines de Mulume – Munene. En effet, cinq filles du groupement Ikoma, village Ibinza ont été récemment enlevées par des miliciens hutu (réels ou fabriqués). Après s'en être bien servies, ils les ont emmenées à une place de marché créée pour la



circonstance pour les vendre comme on peut vendre toute autre marchandise auprès de leurs pairs qui n'ont pas fait le déplacement vers nos villages devenus de véritables centres d'approvisionnement en «filles». Et ceci n'est qu'un cas parmi tant d'autres. C'est dans un climat de grande consternation que la manifestation s'est clôturée. Plus d'une femme ont juré de ne plus jamais se laisser faire lorsqu'il s'agit de défendre un droit reconnu à tout être humain. Il est inconcevable que les hommes qu'elles ont portés pendant neuf mois dans leur sein se transforment en leurs bourreaux à travers des actes comme le viol. Il est également grave que ces mêmes hommes évitent de les considérer comme des partenaires mais bien comme des machines.

Les hommes présents à la cérémonie n'ont pas caché leur émotion. Entre temps, la femme rurale s'est exprimée. Elle est résolue à jouer un rôle déterminant dans la défense de ses droits, mais aussi d'œuvrer pour le développement de son ménage, de sa famille, de sa communauté et de son pays. 🗨️

📍 SAMWAKI asbl

Sud-Kivu-RDC
Tél: +250 088 80 980
samwaki.asbl@yahoo.fr

Les conséquences de la guerre et leur impact sur la vie des femmes rurales dans les zones de conflits

FABRICE L. BAG ESSA | Action Philanthropique - PACT, Burundi

La femme rurale: principale victime

En plus de leur pauvreté absolue, les femmes rurales sont celles qui connaissent le plus des sévices dans les conflits armés.

La région des Grands Lacs a été embrasée par deux grands conflits sanglants, notamment les conflits ethniques et les conflits armés où la femme rurale est encore affectée par des douleurs indicibles. Ces conflits sont presque similaires. Il est évident qu'ils s'expliquent par des faits démographiques comme les migrations définitives de conquêtes ou autres, et par des faits politico-stratégiques ou économiques. Les soubassements des faits démographiques ont donné naissance au tribalisme, au régionalisme, à l'éthnisme et au clanisme. Depuis, l'éthnisme a occasionné l'hécatombe de millions des victimes innocentes qui continuent à mourir jusqu'à ce jour. Nous esquissons ici modestement le quotidien des femmes rurales, déjà menacées par l'insécurité alimentaire et éreintées par la guerre, qui vagabondent à la merci de tous les vents.

«Quand deux éléphants se battent, c'est sûrement l'herbe qui en souffre»

Ici, la femme rurale est la principale victime des affrontements entre belligérants avec son enfant. Le lourd tribut qu'elle a payé jusqu'à ce jour est angoissant. Dans les Grands Lacs, du Congo-est aux zones du Burundi comme Bujumbura rural, tout le condensé des vocables liés au déshonneur, à l'indignation et au désagrément affectant la femme peut s'y retrouver... cette guerre a fait vivre à la femme rurale de cette sous-région les sévices les plus dégoûtants, de la misère au sadisme.

L'impact des conflits sur les femmes rurales et le drame de l'insécurité alimentaire:

► Une pauvreté absolue

Les rebondissements de la guerre ont tout dévasté et tout emporté. Depuis que le pays traverse la crise, la dégradation des conditions sociales des femmes qui vivent dans les zones rurales touchées par la guerre est devenue indescriptible et pitoyable.

Avec un bilan toujours inquiétant, leur vie avec celle de leurs enfants, surtout celle des veuves, des mères adolescentes, des orphelines cheftaines des ménages et autres vulnérables, est à la fois lamentable et déplorable. Elles ont un accès limité à la nourriture et aux services sociaux de base. Avec des opportunités économiques limitées et des mécanismes communautaires de soutien et d'encadrement qui se détériorent, cette population est continuellement soumise aux traumatismes et aux déplacements. Majoritairement analphabètes, elles sont souvent

sous-informées et connaissent à peine leurs droits. Elles sont abandonnées à elles-mêmes. D'autres sont quasiment oubliées et n'ont pas à qui confier leurs problèmes. Hormis les services de secours d'urgence onusien, elles sont sans soutien.

► Insécurité alimentaire: des retombées indignes et catastrophiques

La guerre, source manifeste de l'insécurité alimentaire aiguë, a fragilisé les esprits des femmes rurales. Elle a généré un sens de mendicité latent qui indépendamment de leur volonté les a parfois obligées à se prostituer suite à l'angoisse causée par la misère et le déplacement intérieur. En zones rurales le virus est là. Le VIH-SIDA y a trouvé refuge sous une allure galopante, malgré les sensibilisations et les conscientisations. Il y a beaucoup de veuves et jeunes femmes célibataires à la campagne et à cause de cette pauvreté, si rien n'est fait pour ces femmes, nous risquons de faire face à une catastrophe sans précédent. Le Sida fait aussi actuellement un exode urbain. Des fois, les femmes vivent désespérément car elles n'accèdent pas à leurs propriétés où les cultures sont mystérieusement dévastées par les voleurs, les inconnus ou par les conditions climatiques défavorables.

Il faut du courage. Pour survivre, à leurs risques et périls, elles s'infiltrèrent la nuit pour chercher de la nourriture. Parfois, elles croisent des malfaiteurs sadiques qui les violent à mort. Elles passent des saisons sans cultiver. Il en est de même pour le Congo-Est où les femmes rurales furent enterrées vivantes, violées et brûlées vives par les rébellions.

Dans certains coins, l'ivresse et le désespoir sont devenus des modes de vie et les maladies dues aux carences protéino-caloriques saluent sans honte ces vulnérables dépourvues. Les femmes rurales n'ont plus d'estime en elles-mêmes. L'intensité de leurs souffrances les a rendues passives, muettes et indifférentes à elles-mêmes et aux problèmes de société.

A Mutumba, la FAO via l'Action Philanthropique vient à la rescousse

Devant tout cet océan de misère, la FAO Burundi s'est mise à l'œuvre, soit en accompagnant elle-même les intrants dans les zones sécurisées, ou en les cédant aux ONG internationales ou locales qui à leur tour les distribuent aux vulnérables structurels.

A Mutumba où la PACT opère il y a eu constitution de plus de 30 groupements de femmes qu'elle supervise. Plus de 20 collaborent étroitement avec elle à qui plus de 150 lapins ont été distribués avec quelques chèvres malgré les



© FAO/17629/G.Djirira

moyens très réduits. Des champs lui ont été remis par la commune pour la constitution d'un fonds communautaire permanent. Les femmes sont assoiffées de paix. Les houes et les semences qui leur furent remises les avaient enthousiasmées infiniment: 520 houes, 5800 kilos des haricots et du maïs avec 5200 grammes des semences maraichères. Ce qui encouragea les vulnérables les plus démunies à retrousser les manches pour s'approprier à la nouvelle saison culturale. L'affluence des vulnérables ne cesse de croître. Plus de 2000 femmes se sont déjà faites enregistrer pour attendre un encadrement éventuel.

La femme rurale: un trésor caché

Aujourd'hui, avec les accords de paix, les femmes rurales des Grands Lacs sont dans l'expectative. Longtemps oubliées, il faut restaurer leurs droits par l'information, la formation et leur octroyer des moyens d'auto-promotion pour briser à long terme ce fossé socio-économique et culturel qui les différencie des autres. Base de développement, la femme rurale est un trésor caché qui nourrit à distance tout un peuple.

La campagne est comme une ombre contenant des héroïnes qui servent et pilotent l'équilibre alimentaire des Nations. Que la paix leur revienne! 🙏

🌍 PACT - Action Philanthropique

BP 3433
Bujumbura II - Burundi
pactbu@yahoo.fr

Les déplacements des populations sur le Territoire de Fizi

MARIE A. KADIGA | Coordinatrice, Association Wamama Tuwe Umoja (AWATU), RDC

Avec la guerre d'octobre 1996, la population du territoire de Fizi a été contrainte de se déplacer massivement fuyant la guerre dite de libération. Une partie est allée se réfugier en Tanzanie et en Zambie principalement, tandis que le plus grand nombre avait pris refuge à l'intérieur même du territoire, en brousse pour la plupart.

Une année plus tard, au moment où le rapatriement des réfugiés était devenu opérationnel et ceux qui s'étaient éloignés à l'intérieur du territoire commençaient à regagner les villages, la deuxième guerre, celle d'août 1998, éclata et changea ainsi la donne. Cette fois-ci, bon nombre de gens n'ont pas réussi à quitter le territoire faute de moyens.

Dès lors, la population qui est restée dans le territoire, est sujette à des déplacements chaque fois qu'elle se sent menacée. Ces mouvements à l'intérieur du territoire de Fizi, sont liés au fait que certaines contrées paraissent plus sécurisantes que d'autres.

Des grands mouvements de déplacement des populations sont signalés en collectivité de Tanganyika, dans le village de Lweba, Abela, Kalundja, Baraka centre et sur la presqu'île d'Ubwari en collectivité de Mutambala.

Outre ces grands mouvements des populations, il y a lieu de signaler des déplacements des gens d'une contrée à l'autre et d'un village à l'autre chaque fois qu'ils se sentent insécurisés. Les déplacés ici, sont ceux qui ne sont pas dans leur collectivité, ou ceux qui tout en étant dans leur collectivité, se trouvent en dehors de leurs villages habituels. Il y a parmi eux, ceux qui sont venus de lieux lointains et ont dû faire de longues distances à pied.

Actuellement on assiste à des mouvements de retour de réfugiés de la Tanzanie.

Une situation dramatique

En réalité, cette population est en train de subir une situation dramatique caractérisée par:

- la famine;
- le manque de vêtements (il y en a qui sont presque nus), et d'abris;
- le manque d'ustensiles et autres objets utilitaires de ménages car ils ont tout abandonné derrière eux;
- la psychose et le traumatisme des événements horribles qu'ils ont vécus;
- le degré élevé de pauvreté; et,
- le manque d'habitations, la plupart ayant été détruites.

Après les deux guerres successives, il ressort que bon nombre d'écoles fonctionnent mais sont dans un état déplorable: certaines écoles, ont été sérieusement endommagées, et

d'autres complètement détruites. Les matériels et objets scolaires ont été pillés pendant les événements.

Les femmes: victimes de violences sexuelles

Pendant la période de deux guerres, les femmes et les enfants ont été victimes de plusieurs violations. Avec la présence des milices étrangères, de FDD, de FNL, des Ex-FAR et des militaires du RCD et des maï-maï, les violences sexuelles se sont accentuées dans tous les milieux du territoire de Fizi. Ces violences sexuelles ont fait que les femmes violées ont été abandonnées par leurs maris qui leur ont laissé tous les enfants à charge; les filles ont été violées et engrossées et aujourd'hui elles sont devenues filles-mères sans espoir d'être supportées, elles se posent des questions sur leur avenir, et celui des enfants.

Les maris des femmes violées se sont aujourd'hui remariés. Alors les femmes se demandent si réellement elles sont porteuses du VIH-SIDA et de maladies sexuellement transmissibles. Les milieux où vivaient toutes ces victimes sont inaccessibles suite à la situation politique qu'a connu notre pays. Aujourd'hui le pays est unifié; la circulation des populations est devenue presque libre, parce que les maï-maï et les militaires du RCD sont ensemble, les ennemis d'hier sont devenus aujourd'hui des amis.

Besoins actuels et prioritaires

► la réinsertion sociale

La situation infra-humaine qui caractérise les milieux des personnes en territoire de Fizi en général et la collectivité de Tanganyika et de Mutambala en particulier, exige que des activités humanitaires soient entreprises qui sont susceptibles de permettre à la population de reprendre une vie normale, notamment:

- l'octroi des bâches (sheeting) pour le réaménagement urgent et temporaire des abris;
- l'assistance en vivres et non-vivres;
- l'octroi de micros crédits;
- l'amélioration de l'habitat.

► domaine éducatif

Eu égard aux problèmes liés à l'éducation dans le territoire de Fizi en général et dans les collectivités de Tanganyika et Mutambala en particulier, lieu où notre mission était exécutée, il ressort que certaines écoles nécessitent une réhabilitation et d'autres sont à reconstruire. Ces écoles devront être équipées en matériels et fournitures scolaires. Les élèves devraient bénéficier d'une assistance en objets scolaires, étant donné que les parents ne sont plus en mesure d'apporter les frais de scolarisation de leurs enfants, suite à l'appauvrissement du à la



destruction et au pillage de leur patrimoine. Notons également qu'un système 'food for work' mérite d'être octroyé au corps enseignant, étant donné qu'il ne bénéficie pas de salaire.

► agriculture

La population a besoin de semences et d'outils agricoles, notamment des houes, machettes et bêches.

- Elevage
- Crédits rotatifs de poules et de chèvres;
- Appui aux activités. Il est question d'aider les pisciculteurs à relancer leurs activités, en leur octroyant des matériels nécessaires.

► pêche

Octroi de crédit en matériels de pêche artisanale, notamment les filets, les lampes et les pirogues.

► artisanat

Il sera question d'octroyer des outils et matériels artisanaux aux artisans nécessiteux. Ces bénéficiaires de cette action sont repartis dans trois corps de métier, à savoir: maçonnerie-charpenterie; menuiserie et réparation de vélos.

► assistance aux victimes de violence sexuelle

- assistance aux femmes violées et abandonnées par leurs maris et aux enfants à leur charge, ici pour les enfants, une assistance scolaire et médicale serait importante;
- formation des filles-mères en coupe et couture et informatique;
- appui aux activités de production de revenu pour les femmes abandonnées par leurs maris et victimes de violences sexuelles;
- Assistance médicale apportée aux femmes victimes de violences sexuelles. J

© Association Wamama Tuwe Umoja (AWATU)

Uvira - RDC
via B.P. 3729
Bujumbura II - Burundi
Tél: + 257 959 292
awatu2002@yahoo.fr



Le viol: un crime contre l'humanité

POLE INSTITUTE - SYNERGIE DES FEMMES POUR LES VICTIMES DES VIOLENCES SEXUELLES (SFVS)
JUSTINE MASIKA BIHAMBA | Agent de développement, Pole Institute, RDC

Du contexte

Les violences sexuelles en général et les violences en particulier constituent un véritable fléau pour la vie des femmes vivant dans la province du Nord-Kivu.

Notons dorénavant que la situation est pire dans les agglomérations rurales que dans les villes. Cette affirmation ne revient pas pour autant à dire que les femmes de la ville ne subissent pas les viols.

Des bourreaux

À la tête des bourreaux figurent les porteurs d'armes dont les plus cruels sont les membres des groupes armés tant étrangers (Interhamwe et ex-Far rwandais) que congolais (mai mai, Mongols, Forces d'autodéfense). Force est de noter que les membres de l'armée et de la police régulières se rendent aussi coupables de viols.

Les gens vivant la vie civile ordinaire commettent aussi des viols.

Dans les milieux du travail et scolaires des viols par ruse se commettent aussi.

La réponse

Notons de prime abord que notre contexte est le fruit de la conjugaison faite de la guerre, de l'impunité et de certaines traditions perverses, telle une coutume en territoire de Nyiragongo qui admet de nos jours le mariage par rapt qui est communément appelé «Kuterura».

La Synergie des Femmes pour les Victimes des Violences Sexuelles compte des organisations membres issues de principaux réseaux ci-après: CAFED, SYDHO, CADHO, PFNDE, SAFEDI, SAFDEF, LOFEPANOKI, Réseau WIMA, MUMALUKU et CACUDEKI. Cependant, la SYNERGIE reste ouverte à toutes les organisations pour renforcer un des domaines d'intervention et/ou animer un domaine non couvert.

Après examen des problèmes générés par les violences sexuelles faites aux femmes, les énergies et potentialités de la Synergie ont été regroupées en trois volets ci-après selon l'expérience de chaque organisation:

- Volet médical avec comme chef de file DOCS (Doctors on Call for Service);
- Volet psycho-social avec comme team leader la fédération des femmes protestantes au Nord-Kivu;
- Le volet plaidoyer et sensibilisation avec comme team leader le CREDDHO (Centre de Recherche sur l'Environnement, la Démocratie et les Droits de l'Homme)

Les actions

la formation générale

La Synergie a organisé deux séminaires:

- le premier s'est tenu à Goma du 16 au 19 juin 2003. Par ce séminaire, les 30 conseillères invitées ont bénéficié du renforcement de leurs capacités d'action sur le terrain en



counselling, techniques d'enquêtes et de plaidoyer.

- le second s'est tenu à Butembo du 09 au 12 août 2003. Les bénéficiaires sont au nombre de 32 personnes. Les communications ont été mutatis mutandis les mêmes que celles du séminaire de Goma.

Les réalisations spécifiques

1. Volet médical

Le volet médical avait identifié plus de 564 cas de viols pour une période allant du mois de mai au mois d'août 2003 dont:

- 51 cas de fistules vésico-vaginales réparés;
- 428 cas des infections sexuellement transmissibles traités;
- 96 cas d'autres pathologies;
- 235 cas de dépistage volontaire et gratuit du VIH-SIDA.

Pour ce qui est des structures médicales; nous collaborons avec les centres hospitaliers suivants:

à Butembo

L'ONG FEPSI dispose d'un médecin, 10 infirmiers et infirmières, une salle d'opération et un cadre d'hospitalisation d'une capacité de 14 lits.

à Goma

Le centre médical DOCS (Doctors On Call for Service) assure la réparation des fistules vésico-vaginales dues aux viols, le traitement des cas compliqués d'IST et le dépistage volontaire et gratuit du VIH-SIDA.

les centres et postes de santé

À ce sujet la Synergie travaille avec 13 centres et postes de santé parsemés sur toute l'étendue du territoire accessible de la province du Nord-Kivu. Ces structures soignent les cas d'IST non graves. La Synergie signe préalablement un protocole d'accord avec les responsables des dites structures.

la formation

Le Centre DOCS a déjà organisé des formations en faveur de certains médecins respon-

sables des centres hospitaliers qui reçoivent des cas des femmes victimes des violences sexuelles à l'intérieur de la Province.

Les médecins formés en réparation des fistules vésico-vaginales sont issus de:

- Hôpital de Nyalimila
- Hôpital de de Kirotshe en territoire de MASISI
- Hôpital de Mwesso en territoire de Masisi
- Centre de Santé de l'ONG FEPSI de Butembo

l'assistance sociale en faveur des victimes

la Synergie:

- appuie les cas spéciaux de viols en donnant un montant devant permettre aux femmes de faire du petit commerce;
- assure le régime des légumes en faveur des victimes opérées;
- appuie à l'apprentissage de la broderie et la coupe et couture en faveur des victimes selon leurs capacités.

2. Volet plaidoyer

Ce volet qui a comme chef de file le CREDDHO (Centre de Recherche pour l'Environnement, la Démocratie et les Droits de l'Homme) à Goma et le FJDF (Femmes juristes pour la Promotion des Droits de la Femme) pour le grand Nord organisent deux sortes d'activités de plaidoyer qui sont, selon nos propres termes empruntés du langage des juristes:

- le plaidoyer préventif, et
- le plaidoyer répressif.

Le plaidoyer préventif: il consiste en des actions visant à sensibiliser les différentes couches d'acteurs pouvant influencer positivement la diminution des cas de violences sexuelles. À titre d'exemples nous pouvons citer:

- les visites des lieux de détention en territoire de Rutshuru et de Nyiragongo en vue de s'enquérir de la situation des femmes détenues et récolter des données sur terrain mais aussi échanger avec les autorités pénitentiaires, les geôliers, les détenues femmes et hommes... sur la problématique des violences sexuelles faites aux femmes (les conséquences sur la femme violée et même sur son bourreau, les attitudes à prendre par les uns et les autres face à ce problème, les précautions à prendre pour les femmes détenues et les autorités...);
- Apposition et distribution de 200 copies des messages dont le contenu est imaginé sur base de l'expérience vécue dans la lutte contre les violences sexuelles faites aux femmes. Ces messages sont transmis officiellement aux autorités politico-administratives comme le Gouverneur, les responsables militaires et policiers de la province..., aux acteurs internationaux comme OCHA, ECHO, MONUC, UNICEF, Bureau des droits de l'homme, UNICEF, PNUD, IRC, NRC, Concern, CECI,

MSF/Hollande, Radio OKAPI...;

- Diffusion médiatique quotidienne (à la radio Okapi et à la RTNC) de ces messages en vue d'atteindre d'autres couches cibles comme les élèves, les parents, les femmes, les autorités judiciaires en général, les voisins qui se moquent des femmes violées au lieu de les aider à accéder à la justice...
- Pour qu'un message soit bien saisi, par exemple à travers la RTNC, il doit être diffusé pendant une semaine à raison de trois diffusions par jour. A la radio Okapi, le message est lu en français comme en swahili par les femmes. Un commentaire sur le bien fondé de ces messages est aussi fait. En outre, certaines organisations affichent ces messages sur leurs portes d'entrée. Le nombre de messages conçus est de 8 messages à raison d'une semaine par message.

Le plaidoyer répressif consiste:

- à accompagner des victimes ou leurs familles auprès des autorités judiciaires en vue d'obtenir une sanction légale contre les coupables. Une assistance judiciaire gratuite leur est garantie. Notons que parmi les cas suivis, un seul cas est déjà transmis au tribunal et devra être fixé dans les jours qui viennent;
- à rédiger des lettres de lobbying pour amener l'autorité à agir en faveur d'une victime en se saisissant de son bourreau;
- en des contacts physiques ou téléphoniques avec les autorités en vue de faire avancer la procédure judiciaire.

3. Volet psycho-social

Toutes les victimes ont bénéficié du 'counseling' de la part de nos conseillères par des moyens ci-après:

- dès le premier contact avec la victime, nos conseillères sur terrain procèdent à la détraumatisation avant la référence auprès des structures sanitaires;
- pendant les soins médicaux, les victimes bénéficient du counseling des conseillères qui les suivent. La Synergie disponibilise quatre conseillères qui assurent la permanence à tour de rôle à DOCS afin d'aider les victimes.

Les trois volets travaillent en collaboration pour une meilleure prise en charge de la victime.

Les bailleurs de fonds

A ce jour, la Synergie n'a que l'Aide Humanitaire Suisse comme seul bailleur de fonds. ¶

☉ Pole Institute - Synergie des Femmes pour les victimes des violences sexuelles (SFVS)

82-06 avenue de la Corniche
Goma - Nord Kivu
RDC

Rwanda
B.P 355 Gisenyi

Tél: +250 08422773
justinekascoth@yahoo.com
<http://www.pole-institute.org>

La montée inquiétante du phénomène des viols au Burundi

AGNES NIYONIZIGIYE | Chargée de Programme, Collectif des Associations et ONG Féminines du Burundi (CAFOB)

Les viols: une ampleur inquiétante

Aujourd'hui le viol, qui est l'une des plus cruelles violences infligées aux femmes, se généralise et malheureusement semble être banalisé par la société burundaise. En effet, des cas de viols de petites filles, de femmes et de vieilles mamans sont signalés chaque jour et dans différents coins du pays, mais très rares sont les actions menées pour soulager la souffrance des victimes ou décourager les auteurs de ces crimes odieux.

Quelques études ont été menées en mairie de Bujumbura et dans certains camps de déplacés. Leurs résultats ont permis de comprendre les différentes formes de violences vécues par les femmes au Burundi, leur ampleur et leurs effets sur les victimes et leurs familles, (Ligue Iteka).

Des données collectées par l'Association Nturingaho, membre du CAFOB (Collectif des Associations et ONG Féminines du Burundi), qui s'occupe essentiellement de l'encadrement des adolescentes victimes des violences sexuelles, montrent que certaines provinces sont plus touchées que d'autres. C'est notamment le cas des provinces de Ruyigi, avec 91 cas recensés, Muramvya avec 60 cas, Bururi avec 36 cas et Bujumbura Mairie avec 86 cas pour la période de janvier à novembre 2003.

La même source indique que plus de 90% des victimes ont un âge compris entre 10 et 30 ans et plus de 90% des victimes sont de sexe féminin.

Le phénomène prend une ampleur de plus en plus inquiétante alors que les actions menées pour l'endiguer sont encore très timides. En effet, pour plusieurs raisons, les contours du phénomène restent difficiles à cerner notamment la crainte des représailles, la honte, l'absence de soutien, la peur d'être stigmatisée, la mauvaise réputation, le manque de crédibilité des services publics, la faiblesse des victimes, la dispersion des familles en temps de guerre.

A l'écoute des victimes

Depuis mars 2003, l'implication du Collectif dans l'activisme contre les violations faites aux femmes est effective à travers la mise sur pied d'un centre d'écoute et d'orientation juridique par l'Association des Femmes Juristes qui est membre du Collectif. En effet, ce centre assiste en moyenne 250 femmes par an, en même temps que l'Association Nturingaho compte à son actif plus de 446 victimes encadrées.

Dans le cadre de la Campagne des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes, initiée par l'UNIFEM et l'Office de Coordination des Affaires Humanitaires au Burundi, en décembre 2003, le Cafob et ses associations ont mené quelques activités sur le terrain dans ce domaine précis.

Lancer des campagnes de sensibilisation

Le Collectif a poursuivi dans la province de Ngozi, sa campagne de sensibilisation sur la Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Égard de la Femme (CEDEF) déjà menée dans les provinces de Bujumbura Rural, Karusi et Rutana. A ce jour, le Collectif a déjà touché plus de 1000 femmes, ce qui est encore dérisoire eu égard à la tâche à accomplir. Dans le même cadre, le groupe d'alerte du Cafob a organisé la médiatisation du phénomène de viol à travers une conférence franel d'une journée au centre d'information des Nations Unies auprès des principaux acteurs impliqués dans la gestion du phénomène notamment l'administration locale de la Mairie de Bujumbura, les corps de police, les médias, les ministères de l'Éducation, de la Santé, de la Justice, des Droits de l'Homme, les associations féminines et les organisations féminines partenaires.

Les perspectives d'avenir

L'Association Nturingaho a choisi de mener une campagne de sensibilisation auprès des militaires et des corps de police des membres des groupes armés, en tant que groupes-cibles régulièrement accusés d'être des auteurs de crime.

Les données recueillies auprès des adolescentes qui viennent consulter l'association indiquent que 20 cas de viol ont été commis par des éléments des groupes armés contre 23 cas par les éléments de troupes gouvernementales à la fin de l'année 2003.

Actuellement, l'ampleur de ce phénomène a contribué à l'augmentation des grossesses non désirées avec toutes les incidences socio-économiques (traumatismes, pauvreté, enfants de la rue) qui s'ensuivent, mais surtout à la propagation du VIH-SIDA qui est devenu un véritable problème de développement au Burundi. On observe, en même temps, une prise de conscience et une mobilisation de la population pour essayer d'endiguer ce fléau.

Dans ses perspectives d'avenir, le Cafob et ses associations membres se proposent de définir une stratégie concertée, afin de jouer un rôle d'avant-garde dans cette lutte contre le phénomène des viols au Burundi. Un projet pour un atelier de planification est déjà disponible mais n'a pas encore trouvé de bailleurs. ¶

☉ Collectif des Associations et ONG Féminines du Burundi (CAFOB)

B.P. 2542
Bujumbura – Burundi
Tél: +257 217758
nizeye2002@yahoo.fr



Les femmes luttent contre le VIH-SIDA

SOURCE: IRIN PLUSNEWS, 25 NOVEMBRE 2003

Alors que la guerre civile qui déchire le Burundi depuis 10 ans amorce une détente, la localité de Kinama retrouve son animation d'antan.

Vivre avec le SIDA

C'est en quittant la route principale et en suivant un chemin de terre cahoteux que l'on arrive à une petite cour de boue séchée et à la maison de Gloriosa Bamboneyeho.

En 1994, un an après l'éclatement des affrontements entre les ethnies Tutsi et Hutu, Gloriosa a fui son village situé en plein centre du Burundi pour rejoindre son mari, agent de sécurité à Bujumbura. En arrivant sur place, Gloriosa a découvert que ce dernier avait une nouvelle compagne et un enfant en bas âge.

En sa qualité d'épouse légitime, Gloriosa a fait valoir ses droits et a dit à son époux: «Tu es mon mari, ceci est ma maison et j'y resterai». Gloriosa a exposé son cas devant les tribunaux et a obtenu le droit de demeurer dans le salon, tandis que le couple partageait une chambre située de l'autre côté de la cour.

Il y a trois ans, Gloriosa est tombée malade; elle a appris sa séropositivité. «Je ne savais pas ce qu'était le VIH-SIDA avant mon arrivé à Bujumbura», raconte-t-elle à PlusNews.

Lorsque la seconde épouse a également appris qu'elle était séropositive, le couple a incriminé Gloriosa qui a fait l'objet de mauvais traitements physiques. Après le décès de sa seconde épouse, le mari et sa petite fille de trois ans sont retournés vers Gloriosa. Après avoir hésité à les reprendre, Gloriosa s'est rendue compte qu'ils avaient besoin les uns des autres.

Les femmes burundaises: deux fois plus à risques

«Les femmes burundaises sont fidèles à leur mari. C'est dans notre culture, ce qui explique le choc qu'elles peuvent ressentir en apprenant leur séropositivité», explique Mme Seconde Nsabimana, Conseillère au sein de la Société des femmes contre le Sida (SWAA) et Présidente du Réseau des personnes vivant avec le VIH-SIDA au Burundi. Elle-même vit avec le virus du VIH-SIDA depuis 1988.

Les femmes burundaises ont deux fois plus de risques d'être infectées par le VIH-SIDA que les hommes. Dans les zones urbaines, le taux d'infection des femmes atteint 13%, alors que l'on estime à 5,5% seulement la proportion d'hommes vivant avec la maladie.

Selon les estimations, 11,3% de la population adulte du Burundi vivrait avec le VIH-SIDA.

Néanmoins, la principale source de préoccupation est l'augmentation du taux d'infection par le VIH-SIDA des jeunes filles âgées de 16 à 20 ans. Les résultats d'un certain nombre d'études du comportement social ont montré que les facteurs à haut risque pour les jeunes filles des zones urbaines et semi-urbaines

étaient des premiers rapports sexuels précoces et des relations sexuelles entre adolescentes et hommes plus âgés.

«La précocité extrême qui caractérise les rapports sexuels des jeunes filles est un grave problème», souligne Mme Nsabimana.

Les taux d'infection par le VIH-SIDA continuent à augmenter parmi les jeunes femmes d'une vingtaine d'années, ce qui laisserait supposer que ces dernières sont infectées soit en épousant un partenaire plus âgé lui-même infecté soit du fait des relations extraconjugales de leur mari.

Une autre raison est que, malgré leur séropositivité, les hommes refusent d'utiliser le préservatif avec leur épouse. Le mari de Gloriosa s'y est refusé jusqu'au jour où Mme Nsabimana l'a convaincu de se faire dépister, conseillé et d'utiliser un préservatif pour éviter tout risque de réinfection.

«Les hommes sont les seuls à prendre les décisions et à assumer les responsabilités concernant l'utilisation du préservatif», explique Joséphine Nyonkuru, coordinatrice nationale de la SWAA-Burundi.

Le préservatif féminin est de plus en plus prisé des femmes vivant avec le virus. La SWAA a commencé à en faire la promotion l'année dernière, à la suite d'une enquête portant sur l'utilisation du Femidom. Les résultats avaient été les suivants: 87% des femmes qui avaient essayé le Femidom l'avaient jugé utile, 63% le préféraient au préservatif masculin et 76% estimaient qu'il leur permettait de prévenir l'infection par le VIH-SIDA et les grossesses non désirées.

L'impact catastrophique du conflit

Même si le taux d'infection par le VIH-SIDA se stabilise dans les zones urbaines, il est en rapide augmentation dans les zones rurales,

où vivent neuf Burundais sur dix. «La guerre et son lot de déplacements, de viols, de misère, de troubles familiaux et d'absence de travail de prévention explique une telle hausse», fait remarquer un rapport publié par le Conseil national de lutte contre le Sida (CNLS).

Jusqu'à un million de personnes ont été déplacées depuis 1993. Malgré la signature de l'accord de paix d'Arusha en 2000, les conflits armés se poursuivent.

Les femmes ont invariablement été les premières victimes du conflit et se retrouvent souvent forcées à se prostituer pour survivre. Comme le souligne Isabelle-Lise Barema, coordinatrice de la SWAA: «Les femmes déplacées sont particulièrement vulnérables au VIH-SIDA. Elles doivent nourrir leurs enfants et finissent par contracter le VIH-SIDA».

La SWAA fournit une aide médicale, économique et psychologique à 2 500 personnes vivant avec le VIH-SIDA à Bujumbura et à 2 000 autres personnes dans six provinces. La plupart des bénéficiaires sont des femmes, durement touchées par la guerre et dont l'infection remonte aux premières années du conflit.

Les viols perpétrés par les soldats, les rebelles et les bandits au cours des attaques ou à la suite d'enlèvements, ont placé les femmes dans une position encore plus à risque.

De surcroît, les pratiques traditionnelles telles que «guteru intobo» (relations sexuelles entre le père et sa belle-fille), «gusobanya» (relations sexuelles entre un homme et sa belle-soeur) et «guru» (hériter de l'épouse d'un fils ou d'un frère décédé) peuvent également contribuer à la propagation de la maladie.

Un plan d'action et de soutien

Aujourd'hui, la guerre touche à sa fin et le pays montre des signes d'ouverture. Le Burundi a intensifié ses efforts de lutte contre la pan-



© Sophie da Câmara

démie du Sida en mettant en oeuvre un plan d'action national, pour la période 2002-2006, dont le budget total s'élève à 233 millions de dollars US.

Le gouvernement, les ONG et l'église catholique dirigent 80 centres de dépistage et de counselling au niveau national. Environ 1 200 personnes reçoivent actuellement un traitement à base d'antirétroviraux (ARV). Un financement de la Banque Mondiale et du Fonds mondial de lutte contre le Sida permettrait à 10 000 personnes supplémentaires de commencer un traitement gratuit d'ici 2005, estime Joseph Wakana, secrétaire exécutif du CNLS.

L'Association Nationale de soutien aux Séropositifs et Sidéens (ANSS), à base communautaire, fournit une aide globale à caractère médical, psychosocial et économique à plus de 1 000 personnes séropositives et compte 550 bénéficiaires d'un traitement à base d'ARV, dont la moitié présente une situation d'extrême pauvreté.

Changer les attitudes

Cependant, les ARV n'ont pas résolu tous les problèmes, met en garde le Dr Marie-Josée Mbusenakamwe, coordinatrice de l'ANSS. «Les stigmates liés à la maladie, les besoins psychologiques, les loyers, la nourriture et les droits d'inscription des enfants à l'école sont autant de problèmes qui doivent encore être résolus», souligne-t-elle.

Le personnel de l'ANSS est désormais confronté à un nouveau défi, à savoir venir en aide aux femmes sans emploi ni éducation et suivant un traitement à base d'ARV afin qu'elles deviennent des actrices de premier plan de la collectivité.

Retour à Kinama. Gloriosa prépare un repas à base de cacahuètes, pois, manioc et maïs, produits qu'elle cultive pour la vente et sa consommation personnelle sur une petite parcelle située non loin de sa maison, par le biais d'un projet de création de revenus mené par la SWAA. En outre, Gloriosa organise régulièrement des séances de sensibilisation au Sida,

auxquelles elle convie le voisinage.

Malgré la terrible épreuve qui est la sienne, Gloriosa a appris à développer une attitude positive face à sa maladie. «Elle est devenue un membre respecté de la collectivité et s'est ouverte au changement», conclut Mme Nsa-bimana. ¶

Article traduit de l'anglais du site Gender-AIDS 2003 (gender-aids@healthdev.net)

GENDER-AIDS est un forum international traitant des questions du genre et du VIH-SIDA.

SWAA Burundi

SWAA Burundi

BP 6301

Bujumbura - Burundi

Tél: +257 21 14 32

Fax: +257 24 15 33

swaabdi@usan-bu.net

<http://www.swaaburundi.org>

AVEGA – L'Association des Veuves du Génocide Agahozo

DANCILLE MUKANDOLI | Présidente, AVEGA

L'Avega est une association de veuves du génocide.

Notre groupe est composé des membres fondateurs, membres adhérent, membres sympathisant et membres d'honneur.

Le travail du groupe est de:

- favoriser l'épanouissement de la veuve du génocide sévèrement éprouvée par les atrocités et les massacres perpétrés contre sa personne et les siens;
- promouvoir une solidarité agissante entre les membres de l'association en vue de développer une assistance mutuelle;
- organiser et mener les activités susceptibles de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la veuve et assister les membres sans emploi en les aidant à faire l'apprentissage d'un métier;
- promouvoir l'éducation des orphelins et des victimes du génocide;
- chercher des amis soucieux de coopérer avec l'association dans la réalisation de ses objectifs;
- avoir de relations de coopération avec d'autres associations tant nationales qu'internationales;
- participer activement à la reconstruction du pays et à l'effort de développement dans les secteurs de la vie nationale et soutenir les efforts de réconciliation entrepris par le gouvernement en place; et
- défendre les intérêts de la veuve du génocide de 1994, qu'ils soient d'ordre social, économique, politique ou autre et lutter pour que justice soit rendue;

- perpétrer à jamais la mémoire des victimes du génocide.

L'Association des Veuves du Génocide Agahozo «AVEGA» a été créée à Kigali le 15 janvier 1995 à l'initiative d'un groupe de 50 veuves rescapées du génocide, pour redonner l'espoir de vivre à la veuve et la réintégrer dans la société.

Avega est une association non gouvernementale et sans but lucratif.

Par le biais de ses programmes d'activités, l'association s'est forcée d'aider ses membres à se réadapter et à retrouver la vie normale.

L'association est implantée dans toutes les provinces du pays où les activités sont décentralisées.

Dans chaque région, les programmes ci-après y sont implantés:

- le Programme de Renforcement des Capacités Institutionnelles;
- le Programme d'Appui aux Groupements de Base (Microfinance);
- le Programme d'Advocacy, Justice et Information;
- le Programme Psycho-Socio-Médical.

Notre groupe collabore avec d'autres groupes au niveau local, il fait partie des associations membres du collectif des associations féminines PRO-FEMMES/TWESE HAMWE.

Le génocide: un crime universel

Nous avons déjà quelques relations au niveau international et nous envisageons enrichir des relations entre le Nord et le Sud. Le génocide étant un crime universel, il est de notre devoir de collaborer avec le Nord et le Sud dans le but de chercher ensemble des solutions aux multiples conséquences du génocide rwandais.



© Sophie da Câmara



Notre pouvoir est lié à notre cause. Bien plus, les cris de nos martyrs empêchent le silence et l'oubli. En outre, nous souhaitons continuer à figurer parmi les premiers acteurs dans la reconstruction de notre pays et dans toutes les activités visant l'instauration d'une paix durable.

Les femmes chefs de ménage

A cause du génocide, un grand nombre de femmes sont devenues chefs de famille. Elles ont pris les responsabilités qui, du point de vue culturel étaient attribuées aux hommes. Les

femmes rwandaises mènent un combat solidaire pour briser toutes les barrières juridiques à leur épanouissement économique et social. Ce combat a eu comme résultat la prise des responsabilités comme chefs de ménage et la confiance en elles-mêmes leur permet de participer aux instances de prise de décision.

Notre organisation est comme une bibliothèque du génocide. Elle perpétue la mémoire du génocide. Pour les membres, l'organisation joue le rôle de centre de rencontre substituant leurs familles exterminées pendant le génocide.

Nous luttons pour un avenir meilleur, un avenir où les femmes veuves se sentent utiles à la société. Le développement aidant, la lutte contre l'ignorance et contre toute sorte de violences est notre devise. ♪

Association des Veuves du Génocide (AVEGA)

B.P. 1535
Kigali-Rwanda
Tél: +250 516125 – Fax: +250 516126
avega@rwanda1.com

La promotion de la parité hommes-femmes au sein des communautés de base par la littérature orale africaine

BADIKA NSUMBU | Coordinateur de la Base Afrique Centrale du réseau Cultures & Développement (BRACUDE), RDC

La tradition orale en RDC

Dans la lutte contre la pauvreté, l'animation du processus de promotion de la parité hommes-femmes au sein des communautés de base fait l'objet d'une expérience qui consiste à utiliser les mythes, les contes et diverses autres formes de littérature orale africaine. Cette littérature a une fonction de socialisation, c'est-à-dire visant à promouvoir ou à maintenir le statut social des uns vis à vis des autres.

Dans la littérature orale Kongo, le mythe de la création de l'homme originel décrit ce dernier comme un être à la fois homme et femme. Il s'appelait Mahungu. Cet être tout puissant, avait la capacité et la permission de faire tout sauf contourner un arbre sacré dénommé «Ba dia nseke», le palmier de la savane. Mais poussant trop sa curiosité, Mahungu finit par braver l'interdit en contournant l'arbre. A la fin du contour, Mahungu s'est vu brutalement divisé en deux parties à la fois égale et inégale. La première moitié est mâle, donneuse de vie, avec une fonction de sécrétion. La deuxième moitié est femelle, porteuse de vie, avec une fonction d'accouchement. En fait les deux êtres apparaissent par scissiparité comme la multiplication des métazoaires en biologie. D'où, contrairement à la cosmogonie judéo-chrétienne qui décrit la

femme comme étant un être issu des côtes de l'homme, aucun des êtres issus du Mahungu ne peut prétendre à une supériorité originelle. Ainsi, au sein de la communauté, il faudra revoir la parité hommes-femmes avec un autre regard que celui que nous avons traditionnellement.

Mais les mythes et contes ne présentent pas toujours des relations harmonieuses entre l'homme et la femme. La femme est souvent perçue comme l'agent causal de toutes les bassesses dans la société. Tout ce qui est gauche est féminin «kikento». Tandis que l'homme ou le masculin représente la force, le positif, la partie droite «kibakala». Ainsi, il s'ensuit l'injure «niama nguaku», la sottise de ta mère. Jamais on ne dirait «niama s'aku» la sottise de ton père. Cette dernière formule n'existe pas.

La culture: frein et moteur de changement social

L'utilisation des formes culturelles locales dans l'animation au développement est un atout à utiliser judicieusement parce que la culture est à la fois frein et moteur des changements sociaux au sein des communautés. Ainsi, par rapport à l'utilisation de plusieurs outils d'animation dans l'introduction des changements sociaux au sein des communautés de

base, il y a lieu de se demander si les meilleures méthodes de lutte contre la pauvreté sont essentiellement celles qui ont fait leurs preuves en occident ou alors, s'il ne faudrait pas considérer également toutes les dynamiques issues des formes populaires de pressions ou des liens sociaux qui se manifestent à travers la musique, les contes en d'autres termes basées sur la littérature orale africaine.

Pendant les négociations sur la résolution pacifique du conflit congolais, les troupes théâtrales 'Les Bejart', les concerts de la star 'Werrason' ont été mis à contribution pour cimenter les résolutions adoptées en faveur du retour de la paix au pays. Une preuve de plus que la culture doit être utilisée pour l'animation au développement.

L'observation de ces expériences au niveau de l'implication de la population dans les grands moments de la vie politique du pays justifie à suffisance, la possibilité d'utilisation de la culture comme matrice d'alternatives pour l'animation au développement au sein des communautés de base. La littérature orale et les autres éléments de la culture locale renferment bien de quoi donner vie à différents outils ou modèles d'animation.

Le travail de la Base de Recherche-Action pour la Culture et le Développement (BRACUDE), consiste à identifier, analyser et systématiser ces outils, les connaissances populaires pour mettre au point des nouveaux outils d'animation au développement. Généralement, c'est seulement lors des sessions dans les villages, dans les quartiers que ces outils sont utilisés. Mais avec l'arrivée des radios communautaires, des nouveaux supports informationnels sont maintenant à notre portée dans cette partie de la République démocratique du Congo où nous exerçons notre travail. ♪

Base Afrique Centrale du réseau Cultures & Développement (BRACUDE)

BP 53 Mbanza-Ngungu
Bas-Congo
Tél. +243 99 255 47
bracudeinterprodec@yahoo.fr



© Sophie da Câmara

Au bout des lèvres de la femme rurale de Walungu/Sud Kivu: «Radio Bubusa»

ADELINE NSIMIRE | Coordinatrice SAMWAKI, RDC

Le poids des traditions

Dans les milieux traditionnels du Bushi, la femme ne peut pas assister à des réunions concernant sa famille, son ménage, sa communauté. Elle ne peut pas, surtout, parler devant des hommes. C'est la coutume qui fixe ces interdits et tout le monde y adhère. Mieux les hommes les cautionnent et la femme les subit passivement.

Le déséquilibre entre d'une part, la production de l'homme et celle de la femme dans ce monde villageois, et d'autre part, les pouvoirs exercés par l'un sur l'autre dans la gestion de la communauté, est en partie à la base de la création, en mai 2002 d'une organisation féminine dénommée Samwaki (Sauti ya Mwanamke Kijijini) ou «La voix de la femme rurale». L'objectif est de contribuer à l'épanouissement de la femme rurale en vue de sa participation active au développement du milieu.

Mais comment la femme peut-elle participer, au même titre que son partenaire, l'homme, au développement du milieu lorsque celle-ci reste recroquevillée sur elle-même, isolée et marginalisée? La vision de Samwaki est claire. Il faut d'abord aider la femme rurale à accéder à l'information et à la communication. Il faut que la femme rurale ait un espace lui permettant d'exprimer ses opinions, d'étaler ses talents, ses réussites, ses échecs,... le poids de la coutume et la tradition constitue certes un obstacle à cette démarche. Mais aussi les préjugés de toutes sortes qui pèsent sur les femmes, sans oublier son faible accès à l'instruction et à la formation.

Privilégier la tradition orale

Le défi levé par Samwaki a connu de brillantes étapes entrecoupées par les obstacles cités plus haut. Madame Adeline Nsimire, membre fondatrice et coordinatrice s'explique: «la grande difficulté que nous avons connue au début de nos activités est liée à notre genre et à l'objet de notre association. En effet, avant d'aller vers la femme, il nous était indispensable de constater et sensibiliser certains hommes de nos villages. C'était le scepticisme. On nous appelle «kasahene ashubala oku bihebe» c'est à dire à la chèvre qui urine sur les bœufs. Le qualificatif était par trop insupportable, mais nous avons poursuivi l'action, bien sûr avec l'appui de certains hommes. L'une des caractéristiques de l'organisation consiste à ne pas se substituer à la femme rurale.»

Samwaki consacre le gros de ses activités à privilégier la tradition orale. C'est la tradition africaine. C'est aussi la tradition des milieux paysans où la majorité des femmes n'ont pas appris à lire ni à écrire. Ces analphabètes ont cependant quelque chose de bien et de meilleur à donner à leurs consœurs du milieu et du



© Sophie da Câmara

monde: l'expérience vécue, une leçon morale, une information.

Kabubuso, un cri devenu «radio»

Lorsque la femme est appelée à aller prêter main forte dans le champ du roi, c'est son mari qui le lui ordonne. Le lendemain, elle se lève de bonne heure. Les femmes invitées à cette œuvre ne se sont guère rencontrées, ni concertées. Mais chacune d'elles sait qu'elle n'y sera pas seule. C'est la lève-tôt la plus courageuse qui brise le silence matinal. Elle écarte des lèvres et lance un cri aigu. C'est le «Kabubuso» C'est la voix de la femme. Au loin une autre répond, puis une autre,... Enfin elles sont plusieurs à crier et le village entier en est alerté. Ensuite elles se rencontrent sur le grand chemin. Elles cheminent ainsi en scandant des chansons, en dansant chacune sa houe sur l'épaule.

Cette spontanéité dans la communication, la rencontre et l'ambiance qui s'ensuivent ont donc retenu l'attention de Samwaki pour orienter la femme rurale de Mugogo vers une société d'information, d'échanges et de communication.

Oku Bubusa c'est le média de la femme rurale de Bushi et de Walungu, son porte-voix et son pouvoir mobilisateur.

Radio Bubusa: radio des villages

Radio Bubusa apparaît désormais comme une véritable radio dans nos villages. Ce cri suscite le regroupement de nombreuses femmes dans les centres d'information et de communication constitués par Samwaki pour s'informer, informer les autres, échanger ou proposer une doléance aux animateurs.

Radio Bubusa aborde des thèmes variés: information sur les femmes violées et abandonnées, l'agriculture, l'élevage, la santé, l'agriculture, l'environnement, les micro-réalisations, l'instruction, etc.

Ce qu'on peut appeler «émission» de Bubusa, c'est la chanson, la danse, le sketch, le conte. Tandis que l'équivalent des programmes d'in-

formations se définissent par ce qui a été dit précédemment. A ceux-ci s'ajoutent les autres informations recoupées et mises à disposition par Samwaki à l'intention des différents groupements féminins et autres organisations féminines villageoises.

Sensibiliser au SIDA

L'une des principales «émissions» de Radio Bubusa qui a rencontré l'approbation d'un large public est un sketch joué par les femmes sur la transmission du VIH-SIDA. A travers ce jeu, le gros des villageois a été informé que le Sida était bien présent dans nos villages, contrastant ainsi l'idée selon laquelle cette maladie n'était que l'affaire des seuls riches et surtout des citadins.

Les femmes prennent la parole

Actuellement, la communauté rurale de Mugogo ne tarde plus à répondre au rendez-vous de Samwaki à travers ses groupements féminins. On admire ces danses, ces chansons, ces contes et ces sketches. Mais la femme rurale en profite pour placer toujours un mot sur sa situation. De cette manière, les hommes ont l'occasion d'écouter les femmes dans une société au sein de laquelle celle-ci n'avait pas droit à la parole avant le démarrage des activités dans ce milieu. L'oralité de Bubusa correspond bien à une radiodiffusion. Les habitants de nos villages ont ainsi qualifié les cris aigus de ces femmes «Iradiyo ly'akabubuso», ou la radio utilisant le cri féminin. ♪

SAMWAKI asbl

Zone rurale de Walungu
Sud-Kivu - RDC
s/c APED
BP 236
Cyangugu-Rwanda
Tél: +250 088 80 980
samwakiasbl@yahoo.fr

La place de la femme dans la société burundaise

CYRILLE SINGEJEJE | PRAUTAO, Burundi

Dictons et position sociale

Il est désormais reconnu, un peu partout dans le monde que la femme, tout en étant maintenue dans une position d'infériorité vis-à-vis de l'homme, joue un rôle très important dans la société. Vouloir l'ignorer relèverait de la pure mauvaise foi. Notre association, PRAUTAO, a trouvé bon de vous décrire la place de la femme dans la société burundaise à travers des dictons et expressions courantes au Burundi. De cette manière, l'analyse de la situation de la femme ne sera pas un avis de Prautao mais l'idée générale que se fait la société burundaise de la femme.

1. On donne généralement le nom de «umunyakigo» à la fille. Ce terme signifie: «celle de l'arrière-cours» ce qui en dit long sur la place qu'occupe la fille dans un ménage.
2. Un dicton dit: «inkokokazi ntibika isake ihari» ce qui signifie: «la poule ne peut pas chanter en présence d'un coq», comme quoi la femme doit baisser le ton, voire même se taire devant l'homme.
3. Lorsqu'une femme quitte le toit conjugal par suite de désaccord avec son mari, elle retourne généralement chez ses parents et sa mère lui dit gentiment mais fermement «subira yo ni ko zubakwa» autrement dit: «retournes-y, c'est ainsi que l'on vit le ménage». Ce dicton demande à la femme de se résigner car les choses étant ce qu'elles sont, elle n'a d'autre choix que de retourner chez son mari et se soumettre.
4. On entend aussi le dicton suivant: «amazi akenye ahariwa impfizi»; ce qui se traduit plus ou moins comme suit: «lorsqu'il n'y a pas assez d'eau pour le troupeau, le peu qu'il y a est réservé au taureau» Autrement



© FAO/17617/G. Dianna

dit, en période de difficulté matérielle, l'homme est servi avant la femme et les enfants, et s'il le faut, il sera servi seul.

5. Néanmoins, les Burundais comprennent que sans la femme, on n'aboutit à rien, et ils l'expriment par ce dicton: «umuhushatunga ahusha umugore». Ce dicton n'est pas facile à traduire mais il signifie à peu près ceci: «La façon la plus sûr de passer à côté (rater) la prospérité c'est de tomber sur une mauvaise femme!»

Changer la situation de la femme

De tout ceci, nous avons déduit, à Prautao, que:

- la femme ne peut plus rester à l'écart de toute décision importante;

- que la femme s'exprime ne signifie nullement qu'elle devient arrogante vis-à-vis de l'homme;
- l'homme n'a pas le droit de maltraiter son épouse et y être encouragé par les femmes elles-mêmes qui adoptent une attitude de résignation;
- il n'y a pas de raison que l'homme soit l'unique gestionnaire des biens familiaux avec la possibilité qu'il en soit le seul bénéficiaire;
- la femme doit occuper la place qui lui revient et qui doit lui être reconnu comme garante de la prospérité du ménage et partant du développement.

La situation de la femme burundaise préoccupe notre organisation parce que plus de 80% de nos partenaires/bénéficiaires sont des femmes. La méthodologie de notre travail est de susciter la création d'associations paysannes, quitte à leur fournir, ensuite, un appui technique, moral et matériel. C'est ainsi que nous collaborons aujourd'hui avec plus de 500 associations d'autopromotion paysanne disséminées sur six provinces de notre pays, car, notre organisation oeuvre dans le milieu rural où elle essaie d'augmenter le volume et la qualité du gâteau familial à partager pour diminuer les sources de querelles tout en privilégiant l'échange et le dialogue. ♪

Collectif PRAUTAO

BP 1488 Bujumbura - Burundi
Tél: +257 23 32 15
prautao2003@yahoo.fr

Une avancée remarquable en moins de deux ans – Projet Appui à la Promotion de l'Égalité des Genres – Burundi

QUEDRAOGO ASSÈTA | experte internationale, UNIFEM/PNUD, Burundi

Mutation sociale

La mutation sociale en ce qui concerne l'avènement de relations sociales égalitaires et équitables entre les genres a connu une avancée fulgurante au Burundi, suite à une action soutenue initiée par un projet du MASPF (Ministère pour l'Action Sociale et la Promotion Féminine) financée par le PNUD et exécuté par UNIFEM, le Projet Appui à la Promotion de l'Égalité des Genres (APEG).

Ce projet a été réellement opérationnel avec des ressources humaines complètes depuis juillet 2002 bien qu'il ait été lancé dès 2001. Globalement, il vise à créer un environnement favorable à l'égalité des genres. Pour favoriser l'atteinte de cet objectif, un des facteurs des

plus significatifs passe par le changement de mentalité au niveau culturel en intégrant une attitude conforme aux préoccupations des droits de la personne humaine et de la justice sociale vis à vis du poids de la tradition.

Mais d'ores et déjà, plusieurs réalisations ont été accomplies. Nous en citons quelques unes; une politique nationale genre adoptée, 400 personnes formées, des points focaux genre dans tous les ministères, 35 formateurs nationaux en genre, une base de données genre créée, un projet de loi sur les successions, les régimes matrimoniaux et les libéralités. En outre, la Convention sur l'Élimination de toutes formes de Discrimination à l'Égard de la Femme (CEDEF) a

été traduite en Kirundi, langue nationale et une étude des besoins de renforcement des capacités au Ministère de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme réalisée. Dans cet article, nous vous proposons un éclairage d'illustration.

Adoption d'une politique nationale genre au Burundi

L'adoption d'une politique nationale genre, le 30 Septembre 2003 par le Gouvernement du Burundi est sans conteste un des hauts faits majeurs de la prise en compte de l'approche genre au Burundi. Cela est évidemment une des réalisations primordiales du projet APEG. L'aspect sensibilisation et plaidoyer étant in-



dispensable dans le changement structurel des assises et des acquis socio-culturels.

Le point culminant de l'adoption par le conseil des ministres a été minutieusement préparé par plusieurs ateliers de formation et de sensibilisation. La plus haute autorité du pays, M. Domitien Ndayizeye, le Président de la République, avait déclaré en Avril 2003, à un bulletin d'information du projet APEG, Equité-infos, qu'« compétence égale il allait « préférer une femme à un homme » aux postes de responsabilité pour des raisons d'équité ».

De son côté, le Vice Président de la République, issu d'une autre sensibilité politico-ethnique, a reconnu lors de ce conseil des ministres du 30 Septembre 2003 qu'il présidait, que la femme subit un traitement inégalitaire et inéquitable dans la participation de prise de décision au Burundi. Toutes ces deux personnalités sont donc acquises à l'approche genre.

Un autre signe qui ne trompe pas, les derniers congrès des principaux partis au pouvoir, le Front pour la Démocratie au Burundi (FRODEBU) dont le président de la République est issu, et l'Union pour le Progrès National (UPRONA) dont le Vice-Président de la République est issu, ont exprimé, séparément leur désir, d'appliquer une représentativité d'au moins 30% de femmes dans les organes dirigeants de leurs partis. Pourtant l'Accord d'Arusha, qui est le texte fondamental de référence, n'envisageait qu'une femme sur cinq dans certaines institutions comme l'Assemblée Nationale.

Accroître la représentation des femmes

Par ailleurs, contre toute attente, le recul de près de 5% de la représentativité des femmes, au sein du dernier gouvernement datant du 23 Novembre 2003 a fortement surpris et déçu les personnes éprises de justice sociale, d'égalité et d'équité des citoyens. Cela est d'autant plus incompréhensible que le même gouvernement venait d'adopter la Politique Nationale Genre le 30 Septembre 2003 qui se fixait notamment dans ses objectifs immédiats de faire accéder les femmes à au moins 30% de représentation. Cette contradiction souligne l'urgente nécessité de consigner ces avancées dans les textes réglementaires comme la constitution et de faire des pressions pour la dotation de budgets pouvant assurer l'intégration de l'approche genre.

En conclusion, la politique nationale genre est un outil important qui permettra de faire pression sur tous les intervenants en matière d'égalité des genres pour éradiquer la discrimination et les autres disparités liées au genre. Il est heureux qu'il couvre tous les aspects de vie nationale.

Une formation aux effets concrets

L'autre aspect extrêmement important du grand travail réalisé par le projet « Appui à l'égalité des genres » est l'intensification de la formation et de la sensibilisation. Environ 400 personnes de toutes les sphères socio-économiques comprenant des parlementaires, des sénateurs, des membres du Gouvernement,



des leaders féminins, des syndicalistes, des journalistes, des membres de la société civile, ont été formés.

Des points focaux genre dans tous les Ministères ont été formés et installés. Sur 35 formateurs nationaux en genre cinq ont pu bénéficier d'un perfectionnement approfondi à l'extérieur du pays. Généralement ces unités sensibilisées rayonnent dans leur entourage et certains réseaux se sont créés et d'autres sont en gestation. Des actions concrètes sont régulièrement enregistrées. Nous en citons deux au hasard.

A l'Agence Burundaise de Presse, l'équipe de journalistes formés en genre dont le président du syndicat a révolutionné la procédure de proposition d'attribution d'un premier logement aux membres du personnel, en faisant passer le principe que tout membre du personnel, peu importe les acquisitions de son conjoint ou de sa conjointe, peut bénéficier d'un premier logement suivant les critères d'ancienneté au service et de sa capacité de remboursement. Auparavant, plusieurs membres féminins avaient été pénalisés sous prétexte que leurs maris avaient un logement. Cela constituait une injustice notoire à l'égard de la femme, particulièrement en cas d'échec du mariage. Cela a permis à toutes les femmes cadres supérieurs et moyens de se placer en position utile pour l'acquisition d'un premier logement et cette mesure fera sans doute tâche d'huile dans les autres départements.

Un autre exemple de sensibilisation avec résultats concrets vient de s'illustrer à la Radio Télévision Nationale du Burundi. Un mémorandum protestant contre l'injustice à l'égard des femmes dans la promotion aux postes de responsabilité vient d'être rédigé et signé par près d'une centaine de membres du personnel, hommes et femmes confondus. Le correctif de ces irrégularités est attendu incessamment. En outre, des émissions radiophoniques spécifiques à la promotion de l'approche genre, axées notamment sur les activités du monde rural avec des correspondants locaux de presse sont envisagées.

Ainsi, donc, à moins de deux ans d'existence, le projet APEG a atteint une performance remarquable. Avec l'adoption de la politique

nationale genre et son plan d'action, il vient d'avoir une véritable matière première, riche et enthousiasmante à mettre en application. La moisson est abondante. Le projet ne fait que commencer. Il lui faut les moyens de sa politique afin de pouvoir embrasser tous les aspects multiformes de la promotion de l'approche genre.

Vers une véritable révolution des femmes rurales à l'égard de la tradition burundaise

Dans ce domaine, l'exemple le plus frappant est constitué d'une série de tractations, dont le processus en cours se donne pour objectif l'acceptation de l'investiture intégrale de la femme burundaise dans la catégorie sociale des notables (Abashingantahe). Il s'agit d'une illustration des appuis que le projet APEG apporte aux autres projets pour la promotion de l'approche genre.

Dans la tradition, seuls les hommes burundais pouvaient être investis «notables». Ceux-ci se caractérisent par l'intégrité et ont un statut social très élevé renforcé par le bénévolat qui les guide quand ils règlent des litiges à tous les niveaux de la vie sociale et nationale, particulièrement dans l'entourage.

La femme d'un «notable» mushingantahe recevait aussi une certaine considération sociale mais ne pouvait pas accéder aux fonctions sociales et publiques du mushingantahe. Cela constitue une injustice sociale que cette institution procure.

Avec la contribution du projet «Appui à la Promotion de l'Égalité des Genres» le processus de négociation pour l'acceptation de la femme comme «notable» mushingantahe a été dernièrement entamée. Le projet espère que le processus aboutira un jour à l'investiture intégrale de la femme burundaise. ¶

Projet «Appui à la Promotion de l'Égalité des genres» (APEG) - UNIFEM - PNUD

BP 6269

Bujumbura - Burundi

Tél: +257 243990

asseta.sereme.ouedraogo@undp.org

Les implications de la division sexuelle du travail sur la production agricole paysanne: le cas du peuple Yaka dans le territoire de Kasongo Lunda

PÉLAGIE MAKIENDIKA | Pôle de Développement pour la Femme (PDF), RDC

Comme personne ne peut l'ignorer, l'activité agricole est celle qui fait vivre 80% de la population Yaka, situé à 550 km au sud ouest de Kinshasa en République démocratique du Congo. Ce sont les femmes qui sont traditionnellement chargées de la production agricole.

Cette division sexuelle du travail, érigée en principe en Afrique, a des implications multiples sur la production agricole des ménages. D'autant plus que la femme, principal agent moteur de l'économie rurale et pourvoyeuse des besoins familiaux et sociaux, se trouve accablée par des travaux lourds et pénibles, allant des tâches ménagères jusqu'aux travaux agricoles (semis, entretien, récolte, vente etc.); pendant que l'homme se consacre essentiellement aux travaux préparatoires qui vont de l'abattage au défrichage et quelque peu à la récolte.

En outre, face à un système d'exploitation agricole dominé essentiellement sinon exclusivement par une forme d'économie de subsistance, l'effort fourni par le paysan en général et la femme en particulier, se trouve limité dans la mesure où l'essentiel du rendement demeure tributaire de la force musculaire et des techniques culturelles rudimentaires (houes, machettes, râtaux, etc.)

De plus en plus, cette production agricole diminue et le pouvoir d'achat de la population s'effrite suite à des modifications climatiques et à l'avancée de la déforestation et la savanisation.

Un travail de sensibilisation

La notion du travail de groupe et du partenariat femmes-hommes dans l'exécution des activités agricoles et la gestion des ressources reste encore un mythe dans les communautés rurales Yaka, suite à certaines conceptions sté-



© FAO/17-562616, Diana

réotypées et erronées et à des préjugés négatifs, surtout à l'égard de la femme.

A cet effet, des actions ont été menées par le Pôle de Développement pour la Femme (PDF) envers les associations locales rurales en ce qui concerne les droits des femmes et les libertés fondamentales, pour améliorer cette mentalité qui assujettit et relègue la femme Yaka au second rang de la société. Avec des résistances culturelles farouchement opposées à la sensibilité genre, aujourd'hui une participation de la femme Yaka elle-même et une implication stratégique de l'homme s'avèrent nécessaires et indispensables dans la recherche d'un développement durable.

Dans la même ordre d'idées et de façon singulière, cette femme rurale de Kasongo Lunda, comme tout autre paysan, se trouve confrontée à un problème d'optimisation de sa production agricole car, très souvent, ce sont les commerçants acheteurs qui fixent le prix des marchandises, au mépris des sacrifices consentis par la femme paysanne. Les commerçants ont presque un monopole d'achat et exigent la moitié de la production en paiement. Autrement dit, lorsqu'on produit 50 sacs d'arachides, 25 constituent la facture pour le transport des 25 autres sacs vers le centre de commercialisation. Afin d'obtenir un bénéfice, à défaut, la production est vendue trois à quatre fois moins cher que des produits manufacturés. On assiste en fait à une véritable exploitation de la femme par l'homme.

Eu égard à cette situation, le niveau de revenu de ces paysans de Kasongo-Lunda est loin de s'améliorer. On assiste à une augmentation de la pauvreté avec tous ses corollaires.

Les femmes s'organisent

En dépit de la crise multiforme, des actions de sensibilisation sont menées à la base par les organisations locales rurales sous la responsabilité du PDF, aidant la population à s'organiser davantage en associations, et en collectifs afin de faire face au système.

Toutefois, un énorme problème demeure: celui de l'amélioration de l'état des routes, ainsi que des moyens nécessaires pour faciliter l'évacuation des produits vers les centres de consommation. C'est en désenclavant les routes que nous pourrions promouvoir et maintenir la vie associative, déjà amorcée, et contribuer ainsi au relèvement du niveau des revenus des femmes Yaka de Kasongo Lunda. ♪

📍 Pôle de Développement pour la Femme (PDF)

BP 10 827
Kinshasa 1 – RDC
Pélagie MAKIENDIKA: Responsable
Cellule PDF/Kasongo-Lunda
Tél: +250 99 32 992
pdf_ong@yahoo.fr



© Dimitra

«Les Mamans Bipupula»

CHARLOTTE KASHAMURA MWARABU | Initiative pour le Développement de l'Entreprenariat (IDEF), RDC

La problématique de la pauvreté de la femme se pose avec beaucoup d'acuité en RDC depuis plus d'une décennie. La condition de la femme s'est davantage détériorée avec les pillages et les guerres successives. En dépit des efforts déployés par le gouvernement, ainsi que par les organisations de la société civile, des discriminations de toutes sortes pèsent encore et toujours sur la femme congolaise et l'empêchent de participer d'une façon efficiente à la reconstruction du pays.

En effet, 51,5% de la population congolaise est constituée des femmes et 90% de la population vit en dessous du seuil de la pauvreté. De ce chiffre, les femmes représentent plus de la moitié. À ce jour, suite à ces crises, 80% des ménages doivent leur survie aux femmes. Depuis plus d'une décennie, cette dernière est sensée s'occuper des ménages et s'est lancée dans la rue, dans les activités informelles de survie. Grâce à ses initiatives et son savoir-faire, elle reste la pièce maîtresse dans la perception des problèmes au niveau du ménage. Elle en conçoit les voies de sortie et n'hésite pas à passer à l'action, avec ou sans la bénédiction du mari. Dans sa stratégie de survie, elle bénéficie de la main d'œuvre familiale en l'occurrence les enfants (tous sexes confondus). Dans la voie de développement des actions de résistance à la misère, la femme a étendu ses réflexes maternels aux domaines de production des richesses, surtout celles qui font appel à ses expériences acquises au fil du temps et prolongent son rôle de reproduction (petite restauration de rue, champs, petit élevage etc) dans la communauté.

Elle est plongée dans les activités de terrain, appuyée à un plus faible degré par l'homme rural et à un degré encore moindre par l'homme urbain, détenteur d'un emploi non rémunérateur ou ayant perdu son emploi. Les femmes assurent 75% de la production alimentaire¹. Et pourtant elles sont confrontées à de nombreux problèmes d'accès aux et de contrôle sur les ressources et les facteurs de production.

Plusieurs facteurs ont contribué à la dégradation de la situation de la femme:

- La coutume veut que la femme, qui est la mère, soit la principale pourvoyeuse de la nourriture dans les familles. Sur elle, reposent non seulement la consommation des repas mais aussi la collecte sous quelque forme que ce soit: l'eau, le bois, les champs, le petit commerce, la débrouillardise, etc.
- Un autre facteur est le manque de maîtrise des activités dans laquelle elle s'est impliquée. En effet, dans la plupart de cas, les activités agricoles restent la source première et la principale activité à partir desquelles

toutes les autres stratégies apparaissent, notamment, le petit commerce, l'entretien d'un petit jardin (légumes), l'élevage de petit bétail, la transformation alimentaire etc. Les produits agricoles sont, soit consommés directement, soit vendus au marché. On distingue les produits peu porteurs sur le marché (amarantes, ponde ou feuilles de manioc, matembele ou feuilles de patates) et les légumes porteurs (aubergines, céleris, choux, ciboulette, concombres, etc.), qui lui permettent de gagner de l'argent car ils sont prisés dans les grands centres ou les alimentations.

Les recettes tirées de la vente des produits agricoles servent souvent à s'assurer l'alimentation, les soins médicaux et la scolarisation des enfants. Cette agriculture se réalise, sans innovations, avec des outils rudimentaires dans un environnement malsain etc. La femme elle-même n'est pas protégée contre des blessures ou autres morsures. Bref, elle ignore tout des techniques agricoles modernes. Et quand elle parvient à utiliser les engrais ou autres produits chimiques, elle le fait sans être encadrée par un expert en la matière. Le compost est hors de portée par manque d'un encadrement adéquat. Bref, elle utilise les vieilles méthodes de sa grand-mère et les mêmes outils.

Il en est de même pour les activités de transformation qui s'effectuent avec des matériels rudimentaire (mortier, planches, haches, etc) obligeant la femme à fournir un effort physique important qui, à la longue, porte atteinte à sa santé, par exemple la fabrication de la chikuangue, l'utilisation des feux de bois, etc.

Stratégies mises en œuvre

Plusieurs stratégies sont mises en œuvre pour remédier à cette situation et d'abord la solidarité entre femmes. Celle-ci peut se développer dans la famille, dans la communauté, tribale ou non, autour de l'église, ou autour de l'activité ciblée.

«Les Mamans Bipupula»

C'est ainsi qu'on trouve «Les Mamans Bipupula» ou «mamans manoeuvres» qui est une forme de solidarité entre acteurs économiques exerçant une même activité. Les «sœurs» qui sont aussi une forme de solidarité autour d'une église. Les Mamans Bipupula sont des femmes qui aident les acheteurs de farine à partager les sacs de manioc dans les dépôts ou au marché pour les acheteurs qui ne veulent ou ne peuvent pas acheter un sac entier, tout en se réservant les poussières et autres déchets. Ces «poussières»² sont destinées soit à la consommation domestique, soit à la vente dans les marchés du soir. Les mamans manoeuvres sont des commissionnaires femmes dans les marchés, prêtes à toute manipulation des clientes naïves, trucage, vente à la criée, etc, pourvu qu'elles ramènent quelques chose à la maison le soir. Ces

groupes travaillent en solidarité et se passent le message (arrivée de bateaux ou camions, etc.), pourvu qu'elles gagnent quelque chose à la fin de la journée.

Le monde associatif: structuré ou non

Une autre forme de stratégie est l'adhésion à une organisation structurée ou non. Le souci d'augmenter ses revenus, ou mieux, le renforcement de son pouvoir économique peut inciter la femme à adhérer à une association (ONG ou autre) dans le but de bénéficier du concours de cette structure dont la survie dépend entre autres de la cotisation de ses membres. Depuis belle lurette, suite aux conséquences de l'ajustement structurel et autres multiples causes dont les pillages et guerres, la femme congolaise a donc pris conscience aussi que le mode associatif est à considérer comme un autre type de stratégie de survie. On trouve deux sortes de mode associatif: le mode non structuré, ou likelemba, ou tontine; et le mode structuré. La forme la mieux maîtrisée est celle de likelemba, forme non structurée de solidarité. Mais la crise actuelle fait que les tontines ont perdu de leur succès.

En effet, comment donner sa part de cotisation quand on n'a pas assez pour subvenir aux besoins élémentaires de la famille? D'où le cercle vicieux de la crise à laquelle est confrontée la femme congolaise, néanmoins on trouve par-ci par-là des tontines qui tiennent encore le coup.

L'autre forme est les ONG et autres associations. Pendant longtemps, alors qu'une éclipse des initiatives communautaires pour faire face aux menaces de la pauvreté a été constatée en RDC, la femme est restée en marge, se cantonnant dans son rôle d'acteur invisible dans la communauté. Les ONG en RDC ont connu un essor depuis 1990, tandis que les ONG où la femme est visible ont émergé timidement depuis 1995, avec les campagnes de sensibilisation sur le genre, sur le leadership de la femme et l'implication de la femme dans les organes de prise de décision (en 1996).

A ce jour, des groupes majoritairement féminins et/ou mixtes foisonnent, non seulement dans la ville de Kinshasa mais dans tout le pays. Les voix des femmes s'entendent dans tous les domaines: ONG de développement, droits de l'homme, ONG pour la paix et la démocratie, etc. ♪

¹ DSRPI2000

² Bipupula signifie dépoussiérer

Initiative pour le Développement de l'Entreprenariat (IDEF)

BP 16 772

Kinshasa 1 - RDC

Tél: +243 99 45 607

idef.org@yahoo.fr

Echos de la femme rurale en République Démocratique du Congo

MARIE JEANNE TUSEY | Coordinatrice de la Ligue Congolaise pour les Droits et le Développement de la Femme (LICODFE), RDC

La célébration de la journée mondiale de la femme rurale en RDC a duré 15 jours, du 15 au 30 septembre 2003. Pour honorer la femme rurale congolaise, plusieurs activités ont été organisées aussi bien en province qu'à Kinshasa, la capitale de la RDC.

A cette occasion, la Ligue Congolaise pour les Droits et le Développement de la Femme (LICODFE) a regroupé 200 femmes agricultrices, maraîchères et pêcheurs habitant les villages dans la commune de Maluku, une commune périphérique rurale de Kinshasa. L'organisation de cette journée a poursuivi 2 objectifs: d'abord donner l'information à la femme rurale pour réveiller sa conscience et ensuite donner la parole à la femme rurale pour faire entendre sa voix.

Le manque d'information: obstacle majeur

La femme rurale de Maluku joue un rôle très important dans la sécurité alimentaire de la population urbaine de Kinshasa en offrant des produits agricoles comme le manioc, aliment de base dans l'alimentation d'un congolais, les patates douces, le haricot, les légumes, le poisson et les champignons. Outre sa production agricole, elle est l'agent stabilisateur des campagnes. Mais cette femme rurale se heurte à un sérieux problème de manque d'information compte tenu de l'éloignement des villages du centre ville, et du manque d'électricité et d'équipement d'information tel que la radio, la télévision, le journal. Cette situation favorise l'ignorance de la femme rurale sur ses droits, ses avantages vitaux dont elle a besoin pour son développement tels que l'éducation, la formation, l'accès aux micro-crédits et aux intrants agricoles et de pêche.

La femme rurale congolaise ignore jusqu'à ce jour qu'elle a le droit à posséder sa propre terre car dans la tradition congolaise la terre appartient à l'homme: les femmes y travaillent et donnent la moitié de leur récolte pour couvrir les frais de location. Ceci retient les femmes dans la pauvreté car elles travaillent à la houe, sur une petite étendue et elles sont obligées de partager la récolte avec le propriétaire de la terre.

L'importance du travail agricole dans le développement

La journée mondiale de la femme rurale célébrée dans le champ collectif des femmes à Maluku le 18 septembre 2003 a été honorée par la présence de la Ministre de la Condition Féminine et de la Famille, du Ministre du Développement Rural, ainsi que du Bourgmestre de la Commune de Maluku. Trois temps forts ont caractérisé cette journée: à savoir l'information



© FAO/1621/G. Diana

de la femme rurale par différents messages, la parole de la femme rurale faite de témoignages, et l'exposition-vente des produits agricoles.

En ce qui concerne l'information de la femme rurale, la Ministre de la Condition Féminine et de la Famille, ainsi que celui du Développement Rural ont félicité la femme pour le travail, combien louable et bénéfique, qu'elle réalise en faveur de la population urbaine. Ils ont souligné l'importance du travail agricole dans le développement et le rôle que joue la femme dans la stabilité du ménage pendant et après la guerre.

La Coordinatrice de la Licodfe, Madame Marie Jeanne Tusey, a informé les femmes sur leur droit à posséder la terre (droit à la propriété). Elle a demandé au Bourgmestre d'être le porte parole des femmes rurales auprès des chefs traditionnels afin de les aider à octroyer des terres à moindre coût.

Madame Marie Jeanne a aussi parlé du droit de la femme à la santé et elle a mis l'accent sur la santé de la reproduction et la protection et prévention contre les infections sexuellement transmissibles et le VIH-SIDA. Elle a expliqué les différents modes de contamination et a donné les méthodes de prévention pour éviter la contamination. Elle a aussi conseillé à la femme de régulariser les naissances pour éviter des accouchements trop rapprochés et répétés, l'une des causes de l'important taux de mortalité maternelle et infantile en République démocratique du Congo.

Des situations difficiles en milieu rural

Les femmes rurales, quant à elles, ont pris la parole pour exprimer leurs remerciements

pour cette première occasion qui leur a été offerte de s'exprimer. Profitant de cette occasion, elles ont longuement parlé pour expliquer leurs souffrances et leurs situations difficiles dans les milieux ruraux. Elles ont posé des problèmes vitaux concernant l'amélioration de leur habitat, l'accès à l'eau potable, aux soins de santé primaire et l'accès aux micro-crédits. Les femmes ont déploré le comportement des bailleurs qui s'occupent beaucoup plus des milieux urbains et ignorent dans leur financement les milieux ruraux qui constituent le grenier des villes. Elles ont émis les vœux de voir les autorités locales, nationales et les partenaires internationaux leur venir en aide pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

La manifestation s'est terminée par une exposition-vente de produits agricoles et de pêche. Des grandes quantités de tubercule de manioc, des légumes, des poissons vendus à bas prix ont fait la joie et l'émerveillement des participants et des visiteurs qui ont acheté pour se constituer des provisions.

Les femmes rurales de la RDC, encadrées par la Licodfe, lancent un cri à toute personne qui peut les aider à améliorer leurs conditions de vie. ♪

© Ligue Congolaise pour les Droits et le Développement de la Femme (LICODFE)

Kinshasa - RDC
Tél: +243 9943657
licodfe@yahoo.fr

La femme porte le flambeau de la réalisation et de la pérennisation des missions du COPED

ABBÉ JEAN BERCHMANS NZISABIRA | Directeur du Conseil Pour l'Éducation et le Développement (COPED), Burundi

Le Conseil pour l'Éducation et le Développement (COPED) n'a pas le développement de la femme rurale dans sa vision fondamentale prioritaire. Mais au fil du temps, il se trouve dans l'obligation de constater que sans la femme, ses réalisations seraient mitigées. Tant il est vrai que l'ONG a travaillé pour la promotion de la femme à travers plusieurs projets spécifiques mais le bilan après presque trente ans d'existence prouve à suffisance que les résultats positifs restent pour une large part, le fruit de l'effort de la femme.

Créée en 1974, l'organisation avait comme objectif l'appui socio-économique des populations rurales sans distinction de sexe. À l'origine, son champ d'action s'étendait à la zone géographique du sud du Burundi: Bururi, Rutana et Makamba. Les missions principales assignées à l'organisation étaient (sans limitation): la lutte contre la faim (la pauvreté), la lutte contre l'ignorance et la lutte contre la maladie dans le milieu rural. Mais, au fur et à mesure des réalisations, le Coped a connu des mutations et son champ d'action s'est vite agrandi. Il est devenu une Organisation Non Gouvernementale (ONG) régionale en 1989 et peu après, l'Assemblée Générale a décidé de porter son champ d'intervention à l'échelle de tout le pays. Coped opère dans 11 provinces sur les 17 que compte le Burundi avec un volume financier annuel d'intervention de plus de 2 millions d'Euros et compte une cinquantaine d'agents et cadres permanents. Enfin, tout dernièrement, les membres ressortissants de l'Union Européenne ont décidé de créer Coped Belgique pour encore mieux servir cet idéal.

La place de la femme dans les interventions du Coped

Telle une force tranquille qui soulève des montagnes, les femmes se sont montrées, et ce en toute discrétion, de véritables vecteurs des missions; la charge du Coped tout au long de son existence a été portée pour une large part par la femme. L'observation n'était pas évidente à la création en 1974 mais après avoir retracé le bilan de 29 ans et s'être donné le recul nécessaire, la constatation est que l'organisation doit beaucoup à la femme dans ses réalisations, et particulièrement dans la pérennisation de son action.

La femme: locomotive de la lutte contre la faim et la pauvreté

Le cliché classique que l'on donne de la femme rurale burundaise est celui d'une femme portant un enfant sur le dos, une houe sur les épaules et un fagot de bois sur la tête. Une image certes pénible, mais vu sous l'angle positif,

elle symbolise la place centrale de la femme dans le foyer et partant dans la communauté rurale burundaise. Elle occupe une place largement prépondérante dans le développement et l'éducation dans le monde rural.

Nos grands chantiers dans la lutte contre la faim sont: la distribution des micro crédits en milieu rural dans l'agriculture et l'élevage, les projets d'amélioration des races bovines et des caprins, les semences sélectionnées, la pêche dans le lac Tanganika, la distribution des vivres dans le cadre de l'humanitaire, les centres nutritionnels, la formation dans la gestion des micro projets, etc.

Après analyse, la femme est omniprésente dans cette entreprise. La participation de la femme dans la formulation et dans la mise en œuvre effective de tous ces projets dépasse 75%.

Il y a lieu certes de croire que l'homme reste l'acteur principal parce que souvent il est le premier interlocuteur, mais cela n'est qu'une illusion.

Ce dernier apparaît tel le titre du livre ou les majuscules; les femmes constituent les milliers de petits caractères qui finalement forment la matière et donnent la consistance au livre.

Le Coped ne peut pas néanmoins se targuer d'être le seul à avoir une telle vision. Il s'agit d'une réalité qui crève les yeux: la locomotive de la lutte contre la pauvreté dans le milieu rural reste la femme.

De surcroît, et c'est le plus important, c'est cette dernière qui va porter encore aussi loin que possible, les projets mis en œuvre: la pérennisation.

Par ailleurs, le taux de représentation des femmes dans les Comités de Développement des différentes circonscriptions administratives (collines, zones, communes, etc.), se trouve en croissance constante.

La lutte contre l'ignorance

D'emblée, l'on peut, à juste titre croire que sous ce volet, la femme est plutôt bénéficiaire qu'actrice. Mais l'apport-contribution de la femme dans les projets de lutte contre l'ignorance est importante.

Les réalisations se sont beaucoup développées ces dernières années grâce à l'appui des partenaires très sensibles en la matière. La crise burundaise n'a pas seulement mis par terre l'économie, elle a aussi détruit une bonne partie du capital humain et des structures de formation formelles et informelles.

La lutte contre la maladie

La femme se trouve au centre du foyer, elle est la première à subir physiquement et moralement les effets de la pauvreté, de l'ignorance et particulièrement de la maladie.

En milieu rural, il est difficile de quantifier les efforts de la femme en la matière. Les inter-



© FAO/17-64316, Diana

ventions de l'agent d'un Centre de Santé, du soignant et/ou du médecin ne sont que très ponctuelles.

Pour le Coped, celle-ci est une partenaire incontournable dans la réalisation de la mission de lutte contre la maladie.

Au second plan, dans toute cette entreprise de lutte contre la maladie, le Coped se trouve face à des partenaires à majorité féminine. Les services sont en grande partie adressés à la femme en tant qu'actrice principale en matière de santé familiale. Ainsi, encore une fois, la femme constitue la courroie de transmission sans égal: elle se trouve majoritairement en amont, dans la réalisation et en aval dans la pérennisation de l'objectif.

En conclusion, le Conseil Pour l'Éducation et le Développement doit beaucoup à la femme dans la réalisation de ses missions.

Le bilan largement positif après près de 30 ans d'existence dans l'accomplissement de sa mission de lutte contre la pauvreté, l'ignorance et la maladie reste le fait de la participation très omniprésente de la femme rurale à tous les niveaux.

Mais, la contribution de cette dernière est encore plus intéressante en aval après la mise en œuvre des projets. Le Coped est convaincu que la pérennisation de ses objectifs de fond est assurée à plus de 80% par la femme.

En conséquence, après ce constat, l'organisation se retrouve avec une certaine dette morale qu'il faut tenter de solder par une part plus importante de projets exclusivement orientés vers le développement de la femme. ♪

Le Conseil Pour l'Éducation et le Développement (COPED)

Imbl. Le Savonnier
BP 3792 - Bujumbura 2 - Burundi
Tél: +257244627 - Fax: +257243 756
coped@coped.org
http://www.coped.org

L'alphabétisation des adultes: un outil au service du développement à la base

PASCASIE KANA | Opération d'appui à l'auto-promotion (OAP), Burundi

Dans son programme d'appui aux initiatives de la communauté de base pour l'auto-promotion, l'OAP (Opération d'appui à l'auto-promotion) intervient à travers diverses activités, spécialement le financement des projets, la formation et la sensibilisation.

Cette communauté est composée de beaucoup de groupements et associations à objectifs diversifiés, dont la majorité des membres sont analphabètes.

Ce taux élevé d'analphabétisme dans ces structures a des incidences négatives sur les résultats attendus. Les femmes se trouvent souvent exclues des organes de gestion parce qu'elles ne peuvent ni lire, ni écrire, alors que ce sont elles qui participent activement aux différentes actions entreprises. Elles sont en outre limitées dans la participation aux formations dispensées dans le cadre de l'amélioration de l'organisation de leurs structures.

Une action progressive et continue

Suite à la demande de la communauté, dans le souci de bonne gestion et de rentabilisation des activités, et convaincu que l'alphabétisation constitue un outil assez important de développement et d'éveil du dynamisme de la population, l'OAP a ainsi depuis 2002 initié un programme d'alphabétisation fonctionnelle, à l'intention des adultes vivant dans la province d'action qu'est Bujumbura Rural. Ce programme se fait en complément à d'autres formations dispensées. L'action sera progressive et

continue, dans le souci d'amener la majorité de la population à pouvoir suivre et gérer son développement par la lecture et l'écriture.

Elle vise les objectifs suivants:

- apprendre à la population et particulièrement aux membres d'associations et groupements à la base les notions élémentaires de lecture, d'écriture et de calcul;
- transformer la mentalité du paysan analphabète pour qu'il devienne un acteur véritable du développement, capable de prendre des initiatives et des innovations;
- inciter les néo-alphabètes à améliorer leurs activités de production par une gestion rationnelle;
- permettre l'accès des analphabètes aux moyens de communication modernes par la lecture et l'écriture.

Pour réussir ces objectifs, 35 animateurs-formateurs en alphabétisation des adultes ont été formés, avec pour mandat d'alphabétiser la population environnante.

C'est à l'issue de cette formation que 24 centres d'alphabétisation des adultes ont été ouverts dans les 11 communes composant la province de Bujumbura Rural.

Bilan du programme

- Année 2002; plus de 500 personnes, dont 70% de femmes, reçoivent les premiers certificats après une formation de 6 mois sanctionnée par un test.
- Année 2003; plus d'un millier de personnes sont en cours d'alphabétisation.

Résultats partiels du programme

Des bibliothèques rurales sont installées et fonctionnent dans tous les centres. Cela permet aux lauréats de continuer la lecture et de suivre des cours de développement rural par correspondance à travers les livrets de l'INADES-Formation. L'acquisition des habitudes de lecture, d'écriture, de formation continue, se concrétise par les visites régulières à la bibliothèque, l'emprunt des livrets pour lecture à domicile. La femme rurale qui autrefois ne passait son temps qu'aux travaux champêtres et ménagers, trouve maintenant quelques minutes pour s'asseoir à la bibliothèque.

La gestion des activités des groupements et associations devient claire dans beaucoup de localités, parce que ces structures disposent désormais de trésoriers capables de lire et écrire et donc de tenir des comptes. Nous constatons en effet que les structures où tous les membres ont adhéré aux programmes d'alphabétisation se débrouillent très bien dans leur organisation, chaque membre amenant sa contribution d'une façon démocratique et transparente.

L'échange et la circulation de l'information sont facilitées, la population n'est pas obligée de se déplacer pour porter ses doléances à l'OAP ou à d'autres partenaires. Les lauréats portent loin leurs revendications en écrivant des lettres d'information, de plainte et de réclamation sur leurs droits aux autorités compétentes.

Le programme d'alphabétisation a été très salubre pour la femme qui sent la fierté de pouvoir communiquer à son enfant, ou à son ami habitant loin, sans devoir dévoiler ses secrets à un intermédiaire pour la rédaction ou pour la lecture.

La femme rurale est maintenant sensibilisée sur le fléau du Sida par la lecture, la bibliothèque rurale constituant ainsi un outil de proximité pour aider la femme à s'informer facilement sur les dangers du Sida et les moyens de le combattre. La femme a désormais sa place dans les instances de sensibilisation et d'animation du développement à la base et peut même transmettre des messages qu'avant, en tant qu'analphabète, elle n'osait pas et ne pouvait pas. ♪



© FAO/1-7630/G. Dinda

Opération d'Appui à l'auto-promotion (OAP)

BP 506
Bujumbura - Burundi
Tél: +257 21 17 89
oap@cbinf.com

La promotion de la femme par les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)

CENTRE POUR LA PROMOTION ET LA VULGARISATION DE L'INFORMATIQUE - CPVI - RDC

L'ordinateur s'avère être un outil incontournable et indispensable pour renforcer les capacités de revendication des femmes, membres de la société civile.

Pourtant, cette nouvelle technologie multimédia est inconnue de la majorité d'entre elles, alors qu'elle représente une potentialité d'informations pertinentes et utiles pour une efficacité et compétitivité accentuées de leurs décisions et pour des actions de promotion sociale et de défense de leurs droits. Au regard de cette pitoyable situation, le Centre de Promotion et de Vulgarisation de l'Informatique, (CPVI), organise des sessions de formation en informatique depuis 1998, date de sa création. Conscient de l'importance accrue d'une information objective, pertinente et utile, pour la prise des décisions stratégiques et la planification systématique d'actions de revendication, le CPVI met à la disposition des femmes ses équipements informatiques pour des sessions de formation. Ces sessions sont centrées sur Word, Excel, Internet explorer, avec une initiation à la création de pages Web. Impressionnées par les incommensurables fonctionnalités de l'ordinateur, les femmes ont compris qu'il fallait se les approprier.

La défense des droits humains

En organisant des sessions de formation en informatique, le CPVI vise à mettre en exergue les capacités féminines dans la promotion de la paix en RDC, et de former les femmes au 'leadership' pour qu'elles soient aptes à se défendre sur le plan professionnel au même niveau que les hommes. L'élargissement de l'espace d'information et de communication, et par conséquent d'actions, que favorisent ces sessions de formation, contribue également, à faire acquérir de nouvelles connaissances et compétences socioprofessionnelles aux femmes, en matière de collecte, traitement et diffusion électroniques de l'information. Ainsi, de nouvelles perspectives s'ouvrent aux femmes, renforçant leur capacité de revendication et d'argumentation dans la défense de leurs droits. Grâce aux informations accessibles via Internet, elles apprennent à correspondre avec d'autres associations de défense des droits de la femme existantes dans le monde et y découvrent d'autres modes de revendication, de défense et de dénonciation d'abus, de crimes et violences faits à la femme. Tous ces échanges d'informations constituent une arme redoutable, une somme de connaissances qui éclaire les décisions et prises de position, surtout parce que les élections auront lieu prochainement en RDC. Et, de ce fait une synergie s'est constituée entre les différents réseaux féminins d'échanges d'informations qui organisent des colloques, conférences, symposiums, et forums de discussion...

Avant participé aux négociations pour la paix en République démocratique du Congo, la femme se retrouve minoritaire dans presque toutes les institutions de la transition: 12% au Parlement, 3% au Sénat, 0% à la Présidence.

Afin de permettre une large diffusion de l'information, conformément à son objectif principal, le CPVI a ouvert deux centres informatiques précisément dans les communes périphériques, à N'djili (au collège Bonsomi) et à Kintambo (Galerie Mbungu), un troisième centre vient d'ouvrir ses portes à Bukavu au collège Alfagiri. Il n'est plus étonnant de remarquer qu'il y a maintenant au CPVI une présence majoritaire de femmes qui y viennent lire ou envoyer des mails, saisir du texte, correspondre avec leurs nouveaux partenaires sur les dernières informations reçues sur les violations des droits de la femme, de l'Accord global et inclusif, ainsi que de la Constitution de transition. ♪

Centre Pour la Promotion et la Vulgarisation de l'Informatique (CPVI)

Ave Ngabu 9-11
Immeuble Sofide
Kinshasa-Limete
1247 - RDC
Tél: +243 880-5952

Quand le micro-crédit favorise l'harmonie en famille

CENTRE OLAME, RDC

Aujourd'hui, le rôle et la place de la femme dans la vie socio-économique de la RDC ne sont plus à démontrer. En effet, depuis la démission de l'Etat congolais face à ses responsabilités vis-à-vis de la population (mauvaise gouvernance, non-paiement des salaires...), la femme, a cultivé des réflexes de lutte pour la survie adaptés à ce contexte drastique imposé à la population de la RDC.

Elle n'hésite donc pas à prendre beaucoup de risques dans les initiatives d'auto-promotion afin de nourrir «les bouts de bois de Dieu» pour reprendre l'expression de Sembene Ousmane. Cette femme qui se bat pour la survie de sa famille dans une société largement dominée par l'agriculture et l'entrepreneuriat se retrouve à la croisée des chemins de plusieurs activités de production artisanale, de transport, de transformation et de commercialisation des produits. Le Centre Olame, qui présente son expérience d'octroi des micro-crédits aux associations de développement en vue de soutenir l'entrepreneuriat de la femme, est le service technique de

l'Archidiocèse de Bukavu, dans la Province du Sud-Kivu à l'Est de la RDC chargé de la promotion de la femme et de la famille.

L'esprit d'entreprise

Engagé dans la culture de l'auto-promotion depuis 1959, le Centre Olame accompagne actuellement 28 groupements féminins dont 90% se trouvent en milieu rural. La dynamique des femmes du Sud-Kivu méritait d'être soutenue. Ainsi, l'idée d'octroyer des crédits a été motivée par le développement de l'esprit d'entreprise bien visible dans le chef de certains membres des associations partenaires. Pour pallier tant soit peu à l'inexistence des banques d'épargne et de crédit, et par conséquent à l'absence d'un circuit bancaire au Congo, le Centre Olame a pris le courage de se lancer dans l'approche micro-crédit.

Tout commence par l'identification de la capacité de gestion financière du groupement ou association, l'identification des activités économiquement rentables dans le milieu avec les membres, l'analyse de leur rentabilité financière suivies des formations sur le petit

commerce, la politique de crédit du Centre Olame, la caution solidaire.

Notons que le crédit est rotatif dans les groupements avec un taux d'intérêt de 10% l'an échelonné sur 11 mois. Face à une demande toujours élevée par rapport au fonds de crédit disponible, nous parvenons à servir en moyenne \$ 500 par groupement de ± 18 membres.

Le recouvrement est facilité par les commissions de crédit mises sur pied dans chaque groupe par les membres eux-mêmes afin d'assurer l'autocontrôle. La gestion du montant du crédit est assurée par le couple dans un ménage parce que l'accord réciproque est l'une des conditions d'octroi d'un prêt aux deux partenaires, qui d'office deviennent responsables du montant du prêt, considéré comme une véritable bouffée d'oxygène dans notre société déchirée par une crise économique sans précédent, accentuée par sept ans de guerre.

Malgré ces enjeux, nous arrivons à 76% de recouvrement à l'échéance et l'impact est encourageant car les familles arrivent à subvenir aux besoins primaires comme la scolarité des enfants, les soins médicaux, l'habillement et l'alimentation. ♪

Centre Olame/Bukavu

BP 2 Cyangugu - Rwanda
Tél: +243 081 515 04 04
centre_olame@yahoo.fr

Association Femme et Environnement au Burundi (AFEB)

GODELIEVE KARIKURUBU | AFEB, Burundi

L'Association Femme et Environnement au Burundi (AFEB) a été créée en 1995, pendant la crise politico-économique que le Burundi est en train de traverser. Celle-ci a provoqué un cercle vicieux de dégradation de l'environnement et d'augmentation de la pauvreté.

La femme, qui se trouve au cœur de l'articulation, reproduction humaine, éducation et production de biens essentiels aux besoins de la famille et de la société, est la plus affectée par cette tragédie. Le constat est qu'elle prend une part importante dans la dégradation des ressources naturelles qu'elle exploite en permanence avec des méthodes archaïques. En plus, son intégration dans le développement durable est bloquée par son statut social et juridique, sa surcharge horaire et son état d'analphabète.

L'objectif global de l'AFEB est de contribuer au Programme National de restauration, de la protection de l'environnement et de l'éradication de la pauvreté au Burundi par l'encadrement et la formation des populations à la base, en la matière, en tenant compte du genre.

Ses objectifs spécifiques sont, entre autres: l'encadrement et la formation des groupements des communautés à la base, en tenant compte du genre, en matière de gestion des ressources naturelles d'une manière durable; la promotion des projets générateurs d'emploi et de revenu, à caractère éducatif, démonstratif et à effet multiplicateur; et la promotion d'une éducation environnementale et à la paix, en

développant des thèmes ayant trait à l'éducation environnementale et à la paix. Ces thèmes intègrent les dimensions Population - Développement - Environnement.

Les domaines d'intervention sont: terre et eau, bois et énergie, production agricole et alimentaire, la pêche et la pisciculture, la biodiversité et culture et l'établissement humain et santé

Une approche participative

Nos projets auprès des communautés sont initiés à travers un processus participatif inclusif. Nous procédons à un diagnostic participatif, selon la Méthode Accélérée de Recherche et de Planification Participative (MARPP).

Nos réalisations sont:

- des projets d'intégration agro-sylvo-zoo-technique (polyculture, chèvres, vaches, arbres de reboisement, d'agroforesterie et fruitiers);
- un projet d'aménagement d'un village modèle où les conditions optimales de vie sont réunies: un habitat décent, disponibilité d'eau et d'électricité, une école primaire et des métiers, un centre de santé, une exploitation aux techniques culturelles modernes et un environnement agréable, pour 100 familles des femmes vulnérables, dans le cadre du développement rural intégré;
- des activités alternatives autour du parc national de la Kibira, comme la culture des champignons, la pisciculture associée aux animaux d'élevage (chèvres, lapins, poules, porcs, vaches etc.)

Les perspectives d'avenir sont de contribuer de

façon significative au développement humain durable, en multipliant des projets visant à intégrer la protection de l'environnement dans l'augmentation de la sécurité de l'alimentation, de la santé, de l'énergie et le développement du tourisme auprès des communautés à la base. Le résultat contribuera à éradiquer la pauvreté et à protéger l'environnement. ♪

Association Femme et Environnement au Burundi (AFEB)

BP 1250
Bujumbura - Burundi
Tél.: +257 2260 57
Fax: +257 22 32 86
afeb2000@yahoo.fr



© Sophie da Câmara

CONTACTEZ-NOUS

ELIANE NAJROS,
Coordinatrice du projet
Tél.: +32-2-5490310

JUDITH GRACEY,
Chargée de projet
Tél.: +32-2-5490168

TIZIANA FRANCESCHELLI,
Assistante de Projet
Tel: +32-2-5490285

Fax: +32-2-5490314
e-mail: dimitra@dimitra.org
http://www.fao.org/sd/dimitra

FAO Projet Dimitra

21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

Avec le soutien financier du Service Public Fédéral des Affaires Etrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement (DGCD) Belgique et de la Fondation Roi Baudouin.

Le contenu des articles ne correspond pas nécessairement aux vues de la FAO.

Graphisme: Atelier voor grafische & aanverwante toepassingen, Gand
Imprimeur: Parys Printing, Evergem-Gand

Editeur responsable:
Eliane Najros
FAO Projet Dimitra
21 rue Brederode
B-1000 Bruxelles
Belgique



ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE